

Cahier de recherche  
Continentalisation  
ISSN 1714-7638

***L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
EN IRAN PENDANT LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE***

***PREMIÈRE PARTIE : 1980 - 1988***

**MOHAMMAD-ALI SHIRDEL**



Centre Études internationales et Mondialisation  
Institut d'études internationales de Montréal  
Université du Québec à Montréal  
C.P. 8888, succ. Centre-ville,  
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910  
<http://www.ceim.uqam.ca>

FÉVRIER 2007



Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Groupe de Recherches sur l'Intégration Continentale (GRIC) ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).

Cette recherche a pour objectif d'expliquer le changement et la continuité dans les stratégies de développement économique après la révolution islamique de 1979 en Iran. Trois stratégies de développement ont été adoptées au cours des dernières décennies : la stratégie d'industrialisation, le « socialisme islamique » et la stratégie libérale. Quels sont les facteurs déterminants de la continuité et du changement dans les stratégies de développement en Iran? Le changement des stratégies de développement s'explique par les changements et la transformation dans les institutions politiques, particulièrement l'État. Le modèle explicatif est le suivant : La configuration et l'interaction particulière de quatre facteurs expliquent le choix et le changement dans les stratégies de développement économique en Iran : l'État, la société civile, le système mondial et les idées.

This research aims to explain the change and continuity in the strategies of economic development after the Islamic revolution of 1979 in Iran. During the last decades, three strategies of development were adopted: strategy of industrialization, “Islamic socialism”, and liberal strategy. What are the determining factors of continuity and the change in the strategies of development in Iran? The change of the strategies of development is explained by the changes and the transformations in the political institutions, particularly the state. The explanatory model is as follows: The particular configuration and interaction of four factors explain the choice and the change in the strategies of economic development in Iran: the state, the civil society, the world system and ideas.

## INTRODUCTION

La question de la continuité et du changement dans les stratégies de développement a attiré l'attention de nombreux chercheurs en sciences sociales. Cette recherche a pour objectif d'expliquer le changement des stratégies et des politiques économiques après la révolution islamique en Iran. Trois stratégies de développement appliquées par l'État sont identifiées. Premièrement, la stratégie d'industrialisation a été appliquée par le dernier chah entre 1960 et 1978. Deuxièmement, la stratégie radicale du « socialisme islamique » a été suivie par le nouvel État révolutionnaire pendant la Première République, entre 1980 et 1988. Troisièmement, la stratégie libérale de développement concrétisée dans les programmes d'ajustement structurel a été adaptée par l'État islamique pendant la Deuxième République, entre 1989 et 1997. La constatation de ces changements nous amène à poser les questions principales: 1) Quels sont les changements survenus dans les stratégies de développement? 2) Comment pouvons-nous expliquer le changement et la continuité dans les stratégies de développement économique? 3) Comment pouvons-nous expliquer le choix des politiques économiques par l'État? 4) Quels sont les résultats de l'application de chaque stratégie? Ce sont donc des questions de type "pourquoi" et "comment" sur lesquelles nous nous sommes concentrés dans cette recherche.

Notre postulat central est que la « production » de politiques économiques est essentiellement un processus politique. Nous allons répondre aux questions générales à l'aide des théories qui traitent de la relation et de l'interaction entre le politique et l'économique. La production et le choix de la stratégie de développement font partie de l'État. Cette action ne peut se comprendre que dans un cadre plus général des déterminants de l'action étatique. Le changement et la transformation dans les institutions politiques entraînent des changements de politiques économiques. Nous tentons de formuler l'interaction du politique et de l'économique dans le processus de production des politiques économiques en Iran. Le modèle principal de notre étude est la suivante : Le changement et la continuité dans les stratégies de développement économique en Iran s'expliquent en fonction de la configuration et de l'interaction de quatre facteurs majeurs : l'État, la société civile, le système mondial et les idées. Ce qui compte, c'est l'interaction et la configuration particulière de ces quatre facteurs qui déterminent le choix des politiques économiques. Cependant, le type d'interaction et d'articulation entre les facteurs varie dans le temps et l'espace. Cette recherche tente de faire le point sur l'influence respective de chacun des quatre facteurs retenus pour chaque période en étude. C'est la raison pour laquelle nous devons étudier chaque période choisie pour identifier le type particulier d'articulation entre

ces facteurs. Dans cet article, nous traiterons exclusivement la période de la Première République (1980-1988).

## CADRE D'ANALYSE

Dans cette section, nous allons apporter des précisions pour chaque facteur présenté dans le modèle. Notre cadre d'analyse inclut les principaux éléments de chaque facteur ainsi que ses relations et interactions significatives. Ces analyses seront appuyées par des données relatives aux éléments choisis et proviendront de sources multiples, primaires et secondaires. Les données publiées par les organismes gouvernementaux sont parfois incomplètes, contradictoires et inexactes. Pour en augmenter la fiabilité, la consultation des publications de sources indépendantes, telles que les organismes internationaux, est nécessaire.

### L'État

C'est l'État, comme acteur et ensemble d'institutions, qui détermine le choix de la stratégie de développement. Voici les éléments principaux de ce premier facteur : **a1)** le rentierisme : Le concept d' « État rentier » peut être considéré comme un sous concept de l'économie rentière. <sup>1</sup> L' « État rentier » est un État dont les revenus viennent essentiellement de sources extérieures et non de sources de taxation locales.<sup>2</sup> **a2)** l'islamisme : La formation d'un État basé sur les lois islamiques. Cela devient possible grâce à la fusion entre la religion et la politique, entre le pouvoir temporel et spirituel et entre le leadership religieux et politique. **a3)** l'équilibre du pouvoir entre les factions : Nous nous concentrerons sur le phénomène de factionnalisme ainsi que ses conséquences politiques et économiques. **a4)** le degré de centralisation du pouvoir décisionnel.

Dans le processus de production des politiques économiques, l'État se situe entre deux types de forces: celles de la société civile et celles du système international. L'État possède une capacité potentielle qui lui permet non seulement d'arbitrer les contraintes internes et externes, mais aussi de manipuler leurs résultats. Nous pouvons reprendre le concept de "*two-level games*" utilisé par Putnam <sup>3</sup> pour illustrer le rôle de l'État dans la réconciliation entre les deux niveaux de jeu.

---

<sup>1</sup> Hazem BEBLAWI and Giacomo LUCIANI (eds.) (1987), *The Rentier State*, London ; New York : Croom Helm, pp. 11 et 51-52

<sup>2</sup> Hossein MAHDAVY (1970), "The Pattern and Problems of Economic Development in Rentier States : the Case of Iran", in: M. COOK (ed.), *Studies in the Economic History of the Middle East*, Oxford University Press, London.

<sup>3</sup> Robert D. PUTNAM (1988), «Diplomacy and Domestic Politics : the Logic of Two-level Games », *International Organization*, vol. 42, no. 3, summer 1988, p. 427-460.

## La société civile

La question importante dans cette section porte sur la relation entre l'État et la société. De façon abrégée, nous pouvons dire qu'il y a trois approches à ces questions. La première, avec ses sous-approches pluraliste, structro-fonctionaliste et marxiste, présente des analyses centrées sur la société (*society centric*). La deuxième approche présente des analyses centrées sur l'État lui-même (*state centric*). La troisième approche met l'accent sur la relation mutuelle et une interaction entre l'État et la société civile. Nous ne metons pas l'accent sur la distinction entre l'État et la société, mais plutôt sur la façon de relier les deux. D'une part, nous pouvons montrer l'impact de la rétroaction politique sur la société et les groupes sociaux et, d'autre part, que plusieurs forces sociales peuvent jouer un rôle important dans le changement des politiques publiques.

Le degré d'autonomie de l'État face aux groupes sociaux affecte le processus de formulation et d'application des politiques économiques. En ce qui concerne la relation entre l'État et la société civile, nous allons traiter de la capacité d'influence de plusieurs types de société civile sur le processus décisionnel de l'État. Nous nous concentrerons sur les groupes suivants : **b1)** Les groupes dans la catégorie du capital. Ces groupes se divisent en deux: les commerçants (*bazaris*) traditionnels et la bourgeoisie industrielle moderne. **b2)** Les groupes dans la catégorie du travail, tels les ouvriers industriels. **b3)** Les groupes dans la catégorie de la terre : les groupes ruraux et agricoles.

Cependant, plusieurs groupes de la société civile sont créés sur une base non-économique et joue un rôle important dans la société iranienne. La société civile traditionnelle, comme le clergé, jouait historiquement un rôle crucial. Mais, au cours du 20<sup>e</sup> siècle, la société civile moderne, constituée des intellectuels, prend une place de plus en plus importante. **b4)** Le clergé. **b5)** La société civile moderne et ses multiples groupes sociaux.

## Le système international

Par le concept de « système international », nous nous référons à deux niveaux d'analyse : le niveau macro, ou celui des structures du système international; et le niveau micro, ou celui des unités du système international. Au premier niveau, nous élaborerons sur les interactions entre l'État iranien et les structures du système international. Au deuxième niveau, nous traiterons des relations extérieures et de la diplomatie de l'État iranien que d'autres États. Dans cette optique, le système international présente diverses contraintes au processus de production et d'application des politiques économiques de l'État. Nous

présentons des éclaircissements sur les contraintes c1) politique, c2) militaires et c3) économiques.

De multiples contraintes venant de l'extérieur peuvent influencer le processus de production et surtout l'application des politiques économiques. Pour bien positionner le facteur extérieur dans l'analyse, il est nécessaire de présenter une analyse historique des facteurs politiques, stratégiques et économiques de l'Iran au sein de la région du Moyen-Orient et dans le monde bipolaire. De nombreux éléments, comme l'importance géostratégique de l'Iran, le pétrole, la relation Est-Ouest, sont importants.

Nous allons mentionner les relations politiques et économiques conflictuelles entre l'Iran et la plupart des pays occidentaux et régionaux pour expliquer les changements importants dans les relations internationales du pays après la révolution. Afin d'illustrer les contraintes politiques et économiques sur le choix de politiques économiques ainsi que sur la performance économique, nous indiquons des comportements des pays de l'Ouest, particulièrement des États-Unis par rapport au nouvel État islamique. Nous retenons les éléments suivants: 1) Les nombreuses crises touchant les relations diplomatiques avec les pays européens; 2) La rupture des relations diplomatiques avec les États-Unis; 3) L'embargo économique des États-Unis et ses effets. Le conflit armé est un élément important qui a influencé l'application des politiques économiques de l'État. Les huit ans de guerre entre l'Iran et l'Irak ont causé des dommages humains, politiques et économiques considérables.

Concernant les contraintes de l'économie globale, quelques éléments doivent être considérés. Comme nous l'avons évoqué, puisque l'exportation du pétrole est pratiquement la seule source de devises étrangères, l'État est très vulnérable aux fluctuations du prix du pétrole et au volume d'exportation pétrolière. Pourtant, grâce à la rente pétrolière, l'État fut capable d'ignorer les forces de la globalisation pendant une décennie, ce qui a causé différents déséquilibres économiques. Cependant, le gouvernement a été forcé de répondre positivement aux contraintes de l'économie globale en appliquant de vastes réformes économiques à partir de 1989.

## **Les idées**

Les élites puissantes peuvent adopter des idées, mais pour vivre à long terme, les idéologies doivent trouver leur place dans les institutions. En Iran, par exemple, l'idée de la "gouvernance d'un juriste islamique" (*Velayat-e- Fagih*) développée par le leader de la révolution a été introduite dans les institutions étatiques. Cette idée exerce une influence cruciale sur le processus politique, car elle est devenue une institution. L'idéologie de l'islam politique fut introduite dans la Constitution après la révolution islamique. À partir de cette base institutionnelle, les théories de l'économie islamique sont devenues les principes importants à la base des politiques économiques.

L'idéologie islamique est un facteur structurel qui présente des contraintes sur la production des stratégies de développement.<sup>4</sup> Pendant la période qui suit la révolution islamique, la concurrence de deux variantes idéologiques sur l'économie islamique : **d1)** l'idéologie économique libérale et **d2)** l'idéologie économique radicale ou le socialisme islamique détermine le choix des stratégies de développement économique.

---

<sup>4</sup> Mehrdad VALIBEIGI (1993), "Islamic Economics and Economic Policy Formation in Post-Revolutionary Iran: A Critique," *Journal of Economic Issues*, vol.27, no. 3, p. 793-812.

## L'ANCIEN RÉGIME ET LA STRATÉGIE D'INDUSTRIALISATION (1953-1979)

Depuis longtemps, la scène politique iranienne témoigne de la formation et de la reproduction d'États absolutistes personnalisés.<sup>5</sup> Cette caractéristique de l'État iranien est combinée avec l'émergence d'une économie rentière (surtout après 1960). Cette économie pétrolière a donné naissance à un État rentier qui entraîne des changements politiques, sociaux et économiques importants.<sup>6</sup> La rente pétrolière a renforcé davantage l'autonomie de l'État et a affaibli la position de la société civile. Avec une autonomie élevée, l'État du chah augmente sa capacité de neutraliser les oppositions et renforce la position des groupes sociaux qui lui sont favorables. Ainsi, le chah tente d'éliminer les groupes considérés comme des obstacles pour la modernisation et l'industrialisation rapide du pays. Selon lui, la classe des propriétaires fonciers, la bourgeoisie traditionnelle (*bazaris*) et le clergé constituent des obstacles à la création d'un pays développé. Par contre, tel n'est pas le cas de la bourgeoisie moderne, car elle est un instrument nécessaire dans le processus de développement économique.<sup>7</sup>

L'État du chah a également développé une relation clientéliste avec la puissance hégémonique américaine.<sup>8</sup> La relation privilégiée avec les États-Unis crée des opportunités pour le chah de renforcer sa position face à la société civile et également dans le système international. Cette relation clientéliste entre les États-Unis et le chah affecte non seulement les politiques étrangères du chah, mais aussi les politiques sociales et économiques du gouvernement.

Étant donné les caractéristiques particulières de l'État du chah et son autonomie élevée par rapport à la société civile, le chah joue un rôle déterminant dans le processus du choix de la stratégie de développement. Les puissances occidentales, surtout les États-Unis, ainsi que les firmes multinationales jouent un rôle important dans la formation et

---

<sup>5</sup> R. Nikki KEDDI (1981), *Roots of Revolution : An Interpretive History of Modern Iran*, Yale University Press, New Haven; Homa KATOUZIAN (1981), *The Political Economy of Modern Iran, Despotism and Pseudo-Modernism, 1926-1979*, London, The Macmillan Press; S. AKHAVI, (1986), « State Formation and Consolidation in Twentieth-Century Iran », in: Myro WEINER and Ali BANUAZIZI, eds., *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran, and Pakistan*, Syracuse, Syracuse University Press, p. 198-226.

<sup>6</sup> Fred HALLIDAY (1979), *Iran : Dictatorship and Development*, New York, Penguin books.

<sup>7</sup> John FORAN (1993), *Fragile Resistance : Social Transformation in Iran from 1500 to the Revolution*, Boulder : Westview Press; Ervand ABRAHAMIAN (1982), *Iran Between Two Revolutions* Princeton, Princeton University Press.

<sup>8</sup> Mark GASIOROWSKI (1991), *U.S. Foreign Policy and the Shah, Building a Client State in Iran*, Cornell University Press; Amin SAIKAL (1980), *The Rise and Fall of the Shah*, Princeton : Princeton University Press.

l'application d'une stratégie d'industrialisation rapide à partir de la rente énergétique. Pendant cette période, l'État souhaitait faire « d'abord la croissance, ensuite la redistribution ». La stratégie d'industrialisation par substitution des importations fut appliquée en deux phases. La première phase eut pour objectif de créer et de développer des industries légères afin produire des biens de consommation. La deuxième phase visa à remplacer les importations massives d'équipement, de biens intermédiaires et semi-finis.<sup>9</sup>

La stratégie de développement appliquée par le chah a transformé la structure économique et sociale. Il en a résulté une expansion rapide du secteur industriel, surtout de l'industrie manufacturière, mais au prix de l'effondrement du secteur agricole. La politique du chah qui tentait d'amener l'Iran en cinquième position parmi les pays industrialisés, a produit des résultats contraires.<sup>10</sup> Vers la fin du régime, la croissance de l'industrie fut suivie d'une chute rapide. Enfin, le chah a laissé une économie dépendante des revenus pétroliers et une industrie toujours naissante.

---

<sup>9</sup> Firouzeh NAHAVANDI (1991), *L'Asie du sud-ouest : Afghanistan - Iran - Pakistan*, L'Harmattan, Paris.; Semih VANER (ed.) (1991), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, Éditions L'Harmattan.

<sup>10</sup> Fred HALLIDAY (1979), *op. cit.*, p. 139; Ibrahim RAZZAQI. *Eqtasad-e Iran* (1992) [L'Économie de l'Iran], 3<sup>e</sup> édition, Téhéran, Nashr-e Nay [en persan].

## LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE ET LES CHANGEMENTS POLITIQUES (1979-1988)

Après la révolution islamique en Iran en 1979, le contexte politique et institutionnel a radicalement changé. Le pays a connu des changements importants à trois niveaux : au niveau de l'État, dans ses relations avec la société civile et dans ses relations avec le système international.

### **La formation de l'État islamique**

Le changement structurel le plus important est la formation d'un État islamique. Comme toutes les révolutions sociales dans le monde, la révolution islamique a détruit l'ancien système politique pour le remplacer par un autre. Les révolutionnaires se réunissaient pendant des années sur un seul objectif, la destruction du régime politique, mais ils luttaient pour des régimes alternatifs très différents et mêmes opposés. La création d'un type particulier d'État en Iran est le résultat d'une lutte politique intense entre plusieurs courants idéologiques et politiques. Nous pouvons les diviser selon leur idéologie politique en trois catégories distinctes : le nationalisme libéral, le marxisme, l'islamisme. Le premier courant idéologique qui comprend des idéologies, des groupes politiques et des personnages politiques divers, peut être identifié sous le terme de nationalisme libéral.<sup>11</sup> La création du Front National en 1949, sous la direction du Dr. M. Mussadiq, a renforcé les mouvements nationalistes libéraux.<sup>12</sup> Cependant, les deuxième et troisième Front National ont repris leurs activités, sans beaucoup de succès, en 1960 et 1965 respectivement.<sup>13</sup> Le deuxième courant idéologique de la scène sociopolitique iranienne avant la révolution islamique est le marxisme-léninisme.<sup>14</sup> Le troisième courant idéologique de la scène politique iranienne est l'islamisme. Ce sont principalement les ulémas et leurs organisations qui présentent une alternative islamique face à toute autre idéologie moderne. Au moment où les intellectuels islamiques se tournent vers le nationalisme ou le socialisme, l'ayatollah Khomeyni présente

---

<sup>11</sup> Hamid ENAYAT (1982), *Modern Islamic Political Thought*, London : Macmillan Press, ch. 4 ; Reza DAVARI (1986) *Nationalism va Enghelab* [Nationalisme et révolution], Tehran, Ministère de la culture et la guidance islamique ; Sussan SIAVOSHI (1990), *Liberal Nationalism in Iran, the Failure of a Movement*, Westview Special Studies on the Middle East.

<sup>12</sup> Farhad DIBA (1986), *Mohammad Mosaddeq : A Political Biography*, London : Croom Helm ; Fuad ROUHANI (1987), *The Political Biography of Mosaddeq : In the Context of the Iranian National Movement*, London : National Resistance of Iran.

<sup>13</sup> Sussan SIAVOSHI (1990), *op. cit.*

<sup>14</sup> Sepehr ZABIH (1986), *The Left in Contemporary Iran: Ideology, Organization and the Soviet Connection*. London: Croom Helm; TULSIRAN, (1981), *The History of the Communist Movement in Iran*, India, Grafix ; Ervand ABRAHAMIAN (1982), *op. cit.*, p. 281-415.

l'Islam politique comme une alternative pour résoudre les problèmes du monde islamique. En exil, l'ayatollah Khomeyni a développé sa propre interprétation de la nature de l'État islamique. Le cœur de la théorie de l'État islamique, selon ayatollah Khomeyni, est la « gouvernance d'un juriste islamique » (*Velayat-é Faqih*).<sup>15</sup>

Ces trois courants idéologiques constituent les trois sommets du triangle entre lesquels se trouvent des idéologies ou des groupes à mi-chemin. Par exemple, le Mouvement de libération de l'Iran se situe entre les deux sommets idéologiques du nationalisme et de l'Islamisme.<sup>16</sup>

Grâce au leadership charismatique de l'ayatollah Khomeyni et à l'appui massif de la population, le courant islamiste a été capable de former un État selon la nouvelle théorie de l'État islamique basée sur le concept de *Velayat-é faqih*.<sup>17</sup> Ainsi, à chaque étape du processus d'institutionnalisation de nouvel État, les islamistes pourront vaincre les autres groupes politiques.<sup>18</sup> Dans cette perspective, l'influence de la variable des idées est déterminante durant la Première République. L'institution la plus puissante créée avant la victoire de la révolution est le Conseil de la révolution qui a pour mandat de guider le processus révolutionnaire et d'installer ensuite les institutions étatiques. Ce Conseil joue un rôle crucial dans la formation de l'État islamique sous le leadership de l'ayatollah Khomeyni. Pour finaliser l'avant-projet de la Constitution, une assemblée de 73 experts (un groupe de *fuqaha*) fut créée. Mais comme les islamistes et le clergé avaient la majorité absolue dans l'assemblée, la Constitution sera finalement strictement basée sur les lois islamiques et la théorie de l'État islamique présentée par l'ayatollah Khomeyni.<sup>19</sup> Ainsi, la nouvelle Constitution rédigée et adoptée selon la vision de ce dernier garantissait la suprématie du *Velayat-é faqih* sur l'État islamique. L'instauration de l'État islamique a créé de nouvelles opportunités et contraintes qui déterminent la trajectoire du développement politique et économique du pays.

<sup>15</sup> Hamid ALGAR (1981), *Islam and Revolution : Writing and Declarations of Imam Khomeini*; Ayatollah Hossein-Ali MONTAZARI (1984-1989), *Derasat fi velayat-e faqih va feqh dolat islami*, [Les études sur le gouvernement du juriste islamique et l'État islamique], Qom .

<sup>16</sup> H. E. CHEHABI (1990), *Iranian Politics and Religious Modernism, the Liberation Movement of Iran Under the Shah and Khomeini*, Ithaca, New York, Cornell University Press.

<sup>17</sup> Ahmad ASHRAF (1994), "Charisma, Theocracy, and Men of Power in Post-revolutionary Iran", in: Myro WEINER and Ali BANUAZIZI (eds.), *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran, and Pakistan*, Syracuse, Syracuse University Press; Amir TAHERI (1985), *The Spirit of Allah: Khomeini and the Iranian Revolution*, London, Hutchinson.

<sup>18</sup> M.M. MILANI (1994), *The Making of Iran's Islamic Revolution: From Monarchy to Islamic Republic*, Colorado, Westview Press, Boulder, p. 141-169; Shaoul BAKHASH (1984), *The Reign of the Ayatollahs: Iran and the Islamic Revolution*. New York: Basic Books, p. 52-70.

<sup>19</sup> Shireen HUNTER (1992), *Iran after Khomeini*, Published by the Centre for Strategic and International Studies Washington, D. C., p. 6-45.

Trois caractéristiques principales de l'État islamique iranien déterminent la production des stratégies de développement économique. La première caractéristique est la continuité de l'État rentier. Tout comme l'État du chah, l'État islamique doit également être considéré comme un État rentier. Pendant la Première République, à cause de la révolution et de la guerre, la production et l'exportation du pétrole ont fortement diminué. Malgré la chute des revenus pétroliers, plus de 50 pour cent des revenus de l'État viennent directement de l'exportation pétrolière.<sup>20</sup> Pendant la deuxième République, la dépendance envers les revenus pétroliers a même augmenté. Ces revenus constituent entre 50 et 80 pour cent du budget national, les revenus d'imposition seulement 20 pour cent.<sup>21</sup> Entre 75 et 85 % de la production nationale dépend directement ou indirectement de la rente pétrolière. Plus de 80 % des devises étrangères nécessaires au fonctionnement de l'économie proviennent de l'exportation pétrolière.

Le deuxième élément est la désécularisation ou l'islamisation de toutes les institutions politiques, économiques et sociales.<sup>22</sup> La prédominance de la religion dans la vie politique et économique est reconnue par la Constitution. Selon la Constitution, le caractère religieux de la République doit être garanti par la désignation d'un *faqih*, le principe de *velayat-é faqih*, joue le rôle de guide. Ce *faqih* a le pouvoir de contrôler toutes les institutions de l'État.<sup>23</sup> Encore sur le plan légal, toutes les lois venant du parlement doivent être islamiques. Selon le principe 91 de la Constitution, c'est le *Conseil des gardiens* qui doit contrôler les lois passées par le parlement. Il a été créé "afin de sauvegarder les commandements de l'Islam et la Constitution contre toute divergence à leur égard de la part du parlement". Si une loi est considérée comme étant en « non-conformité » avec les lois islamiques ou la *chari'a*, elle doit être retournée à l'Assemblée pour être révisée. Ce processus continue jusqu'à ce que le Conseil déclare que la loi n'est plus en "non-conformité" avec la *chari'a*. Des lois comme "la réforme de la terre", "la nationalisation du commerce extérieur" et "le Code du travail" ... ont été rejetées par le Conseil des gardiens parce qu'elles étaient, selon eux, en "non-conformité" avec les principes islamiques.<sup>24</sup>

<sup>20</sup> Jahangir AMUZEGAR (1993), *Iran's Economy Under the Islamic Republic*, I.B. Tauris & Co Ltd Publishers, New York, p. 350.

<sup>21</sup> Masoud NILY (1997), *Eqtesad-é Iran* [L'économie iranienne], Soreh, Téhéran, p. 228-235.

<sup>22</sup> Mehrdad HAGHAYEGHI (1993), Politics and Ideology in the Islamic Republic of Iran, *Middle Eastern Studies*, vol. 29, p 36-52, January 1993.

<sup>23</sup> *Ghanon-é Asasi-é Jomhuri-é Islami-é Iran* [La Constitution islamique de la République islamique de l'Iran], Téhéran, 1977.

<sup>24</sup> Mehrdad VALIBEIGI (1993), "Islamic Economics and Economic Policy Formation in Post-Revolutionary Iran: A Critique," *Journal of Economic Issues*, vol.27, No. 3, p. 793-812.

Cependant, l'économie islamique fait l'objet d'un débat intense entre les deux courants de l'idéologie islamique.<sup>25</sup> Cette divergence résulte des approches différentes sur l'interprétation de textes islamiques influencées par de multiples facteurs sociaux, politiques, économiques et scientifiques. Le courant libéral présente une interprétation conforme à l'économie capitaliste qui prescrit le mécanisme du marché et les relations capitalistes de la production.<sup>26</sup> L'islam garantit le respect de la propriété individuelle et légitime l'accumulation du capital dans le contexte de principes islamiques. Dans cette économie de marché, le rôle de l'État est très limité. La redistribution du revenu et de la richesse ne fait pas partie de sa priorité économique, car le modèle capitaliste maximise le bien-être de toutes les couches sociales. Le courant opposé présente une interprétation radicale de l'économie islamique (socialisme islamique).<sup>27</sup> Un élément commun de cette approche est le rejet total du modèle capitaliste d'organisation de rapports économiques entre les facteurs de production. Un autre élément commun important est l'objectif de la justice sociale et la redistribution équitable de la richesse. Selon cette approche, l'islam est une religion des opprimés qui se révoltent contre la bourgeoisie.

La vision économique du leader charismatique de la révolution islamique est particulièrement importante dans la détermination de la stratégie de développement. Il insiste sur l'économie islamique comme étant la "Troisième Voie" entre le capitalisme et le marxisme. Conformément à ses positions au sujet de la politique et de l'économie<sup>28</sup>, il s'inscrit plutôt dans le deuxième courant de l'économie islamique, le socialisme islamique. Hamid Enayat a classifié la vision économique de l'ayatollah Khomeyni dans le camp socialiste.<sup>29</sup> Le leader insiste sur l'antagonisme entre deux classes sociales, les *mustazafin* et *mustakberin*, c'est-à-dire les pauvres et les riches. Il se positionne comme un défenseur des *mustazafins*.

<sup>25</sup> Homa KATOZIAN (1983), "Shiism and Islamic Economics Sadr and Bani Sadr", in : Nikki R. KEDDIE (ed.) *Religion and Politics in Iran Shiism from Quietism to Revolution* Yale University Press 1983, p. 145-165; Sohrab BEHDAD (1983), "The Political Economy of Islamic Planning in Iran." in : Hooshang AMIRAHMADI and Manoucher PARVIN (eds.), *Post-Revolutionary Iran*. Boulder, Cob.: Westview Press, 1983, p. 107-125.

<sup>26</sup> *Daftar-e Hamkariha-ye Howzeh va Daneshgah* (CCSU) (1984), *Daramadi bar Eqtesad-e Eslami* [Introduction à l'économie islamique](n.p.: Salman-e Farsi, 1984).

<sup>27</sup> S. M. TALEQANI (1983), *Islam and Ownership*, Lexington. Mazda Press 1983. S. M. TALEQANI (1982), *Society and Economics in Islam*, traduit par: R. Campbell, Berkeley, Calif.: Mizan Press, 1982; Ali SHARI'ATI (1982), *On the Sociology of Islam: Lectures*, traduit par: H. ALGAR, Berkeley, Calif.: Mizan Press, 1982.; A. H. BANI SADR (1978), *Eqtesad-e Towhidi* (L'économie de l'unité divine), 1357 [1978];

<sup>28</sup> Hamid ALGAR (1981), *op. cit.*; Khomeini, Rouhollah, *Sahifeh-ye Nur* [Pages de lumière: Une collection de discours et d'annonces], Téhéran: Ministry of Islamic Guidance, 1358/1979, p 135; Rouhollah KHOMEINI (1944), *Kashfal Assar* [Secrets Indiqués] Tehran: Ministry of Islamic Guidance, 1362/1983, p 181-182, 229-230, 282, 289-291; E. KEDOURIE (1989), "Crisis and revolution in modern Iran", *Times Literary Supplement*, 19-25 May 1989; "Khomeini on Internal Affairs." *Economic and Political Bulletin* 35, no.3, 17 November 1988.

<sup>29</sup> Hamid ENAYAT, (1983), "Iran: Khomeyni's concepts of the "Guardianship of the Jurisconsult in Islam in the political process", in: J. Piscatori (ed.), *Islam in the Political Process*, New York: Cambridge University Press, p 160-180.

Ce facteur culturel, particulièrement l'idéologie de l'économie islamique, est un élément explicatif du choix des politiques économiques en Iran. Il existe toutefois des faiblesses importantes dans l'approche culturelle. Premièrement, l'économie islamique n'est pas une idéologie cohérente et homogène préconisant certaines politiques économiques plutôt que d'autres. Elle se base sur l'interprétation très hétérogène et même contradictoire des textes religieux. C'est la raison pour laquelle nous pouvons situer les différentes écoles de pensée islamique sur un continuum. À une extrémité, nous avons une approche socialiste de l'économie islamique et, à l'autre, nous trouvons une approche semblable à celle des néoclassiques. En Iran, les stratégies contradictoires appliquées pendant la période suivant la révolution se sont réclamées de l'économie islamique. Mais, comme l'expression 'économie islamique' inclut toutes les approches sur le continuum, elle perd son pouvoir explicatif du choix des politiques économiques. Deuxièmement, l'approche culturelle n'explique pas pourquoi le gouvernement s'oblige à appliquer les principes d'un type particulier de l'économie islamique. C'est la raison pour laquelle il faut s'interroger sur le processus de formation de l'État, sur le phénomène du factionnalisme<sup>30</sup> et sur les relations entre l'État et la société.

La troisième caractéristique est le factionnalisme et la multiplicité de centres de décision. Avec la victoire du courant islamique, au fur et à mesure que l'État islamique progresse, trois factions politiques apparaissent. Nous identifions trois factions dont l'ascension et le déclin influencent le processus de formation de l'État iranien et par conséquent le choix de sa stratégie de développement, les trois factions sont les suivantes : 1) la droite conservatrice; 2) la gauche radicale; et 3) le courant pragmatiste modéré.

Pendant la Première République (1981-1988), ce sont essentiellement les deux premières factions : la droite conservatrice et la gauche radicale, qui sont en conflit direct. La troisième faction, les pragmatistes, se révèle graduellement et devient une force importante à partir de 1987. Pendant toute cette période, nous constatons un conflit permanent entre le parlement (*Majlis*) et le Conseil des gardiens, d'une part, et entre le président et le Premier ministre, d'autre part. C'est cette rivalité à deux niveaux dans les branches législative et exécutive qui prive l'État du pouvoir de formulation et d'application de politiques publiques cohérentes, particulièrement les politiques économiques.

Afin de traiter le premier niveau de conflit, il faut étudier la position et l'influence des trois factions dans les institutions législatives. Les conservateurs traditionnels ont toujours possédé la majorité dans le Conseil des Gardiens. Pendant la première période, cette faction exerce son influence sur les politiques de l'État à travers ce Conseil législatif.

---

<sup>30</sup> F. BELLONI (1978), *Faction Politics : Political Parties and Factionalism in Comparative Perspectives* ; Gillespie, R. (1955), *Factional Politics and Democratization*.

Pendant cette période, par contre, le *Majlis* est principalement sous le contrôle de la faction radicale. Les groupes radicaux détiennent la grande majorité des sièges dans les première, deuxième et troisième *Majlis*, pour la période allant de 1980 à 1991.

Le deuxième niveau de conflit, entre le président et le Premier ministre, est causé principalement par la décentralisation du pouvoir exécutif. À ce niveau, le pouvoir décisionnel est partagé entre une multitude d'institutions. Le souci d'empêcher la création d'une future dictature amène les dirigeants révolutionnaires à insister davantage sur la question de l'équilibre du pouvoir et de la décentralisation que sur la question de la cohérence et de la coordination entre les multiples institutions. Le résultat de cette décentralisation est l'impuissance des institutions dans le processus de prise de décision. Si nous ajoutons la diversité des tendances factionnelles dans les institutions, nous pouvons facilement arriver à une fragmentation du pouvoir et, en conséquence, à des difficultés considérables dans la prise de décision. Pendant cette période, les radicaux contrôlent la plupart des institutions politiques gouvernementales. À cet égard, l'appui de l'ayatollah Khomeyni aux politiques radicales aux niveaux interne et externe n'est pas négligeable.<sup>31</sup> La vision idéologique radicale du leader peut être interprétée comme un appui implicite à la faction radicale. La nomination d'un leader de la faction radicale, l'ayatollah Mosavi Ardebili, comme le chef du pouvoir judiciaire peut aussi démontrer l'intention factionnelle du leader.

Pendant cette période, nous avons donc constaté des tensions quasi permanentes entre le président et le Premier ministre, entre le président et le parlement et entre le parlement et le Conseil des gardiens.<sup>32</sup> Cependant, l'atmosphère révolutionnaire, le combat contre l'impérialisme, l'état de guerre, la prédominance des intellectuels radicaux dans la société et la position du leader de la révolution favorisent la domination de la faction radicale dans le gouvernement et le *Majlis* qui prescrit l'application du « socialisme islamique ».

## L'État et la société civile

Deux types de société civile se sont développés dans la société iranienne avant la révolution et joueront un rôle crucial après la révolution islamique. Le premier type est la société civile traditionnelle qui a des racines historiques dans la société.<sup>33</sup> La classe des

<sup>31</sup> Maziar BEHROOZ (1991), Factionalism in Iran under Khomeini, *Middle Eastern Studies*, vol. 27 p. 597-614, October 1991.

<sup>32</sup> Homa OMID (1994), *op. cit.*

<sup>33</sup> R. M. SAVORY (1980), *Iran Under the Safavids*, New York, Press Syndicate of the University of Cambridge; Hamid ALGAR (1969), *Religion and State in Iran 1785-1906*, Berkeley, University of California Press; Nikki R. KEDDIE (ed.) (1983) *Religion and Politics in Iran Shiism from Quietism to Revolution* Yale University Press;

propriétaires fonciers qui a été affaiblie par les réformes agricoles pendant les années 1960.<sup>34</sup> Par contre, il faut accorder une importance particulière au clergé et aux *bazaris* (les commerçants traditionnels), deux composantes importantes de la société civile traditionnelle.<sup>35</sup> Le deuxième type est la société civile moderne, qui s'est principalement développée pendant la dynastie pahlavi.<sup>36</sup> La victoire de la révolution dépend en grande partie de l'alliance informelle entre les sociétés civiles traditionnelle et moderne.

La révolution islamique a également changé la nature des relations entre l'État et la société civile. Peu après la révolution islamique, l'alliance entre les sociétés civiles traditionnelle et moderne se transforme en une rivalité entre la société civile islamique et la société civile non islamique.<sup>37</sup> Après la consolidation du pouvoir, l'État islamique se dirige vers la réforme de la société civile. Après quelques années de révolution islamique, l'État islamique est capable d'établir sa domination complète sur la société, la politique et l'économie. Le nouvel État utilise plusieurs méthodes afin d'assurer cette domination : il crée des nouvelles institutions et organisations, restructure les organisations existantes en transformant leur nature, ou encore utilise la force contre les groupes qui résistent à la domination de l'État. Le développement d'un type de société civile islamique est donc encouragé. La société civile non-islamique n'a pas d'influence dans la société ou sur l'État. Les groupes islamiques sont dépendant de l'une ou l'autre faction de l'État.

Au niveau de la société civile économique, les propriétaires fonciers affaiblis par les réformes économiques du chah ont subi encore plus de pression après la révolution islamique. Dans une atmosphère révolutionnaire et même avant la décision des dirigeants étatiques sur les réformes agraires, les conflits entre les paysans et les propriétaires fonciers ont déjà commencé. Les paysans ont saisi et distribué de grandes propriétés foncières.<sup>38</sup> La plupart des dirigeants révolutionnaires, y compris le leader de la révolution, défendent le

---

Ervand ABRAHAMIAN (1982), *Iran Between Two Revolutions*, Princeton University; Hamid ENAYAT (1982), *Modern Islamic Political Thought*, London : Macmillan Press.

<sup>34</sup> Ann K. S. LAMBTON (1953), *Landlord and Peasant in Persia; A Study of Land Tenure and Land Revenue Administration*, London, Oxford University Press ; Ann K. S. LAMBTON (1969), *The Persian Land Reform, 1962-1966*, Oxford, Clarendon.

<sup>35</sup> Masoud KAMALI (1998), *Revolutionary Iran : Civil Society and State in the Modernization Process*, Brookfield, Vt. : Ashgate; Soussan MOBASSER (1991), « Le Bazaar : un acteur principal dans le réseau alternatif de relations et de communications sociales et politiques en Iran », in : Semih VANER (ed.) (1991), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, Editions l'Harmattan, p. 131-149.

<sup>36</sup> Homa KATOUZIAN (1981), *The Political Economy of Modern Iran, Despotism and Pseudo- Modernism, 1926-1979*, London, The Macmillan Press; John FORAN (1993), *op. cit.*

<sup>37</sup> Mohammed AMJAD (1989), *Iran : From Royal Dictatorship to Theocracy*, Greenwood Press, New York, p. 131-145; H. E. CHEHABI (1990), *op. cit.*, p. 223-277 ; M.M. MILANI (1994), *The Making of Iran's Islamic Revolution: From Monarchy to Islamic Republic*, Colorado, Westview Press, Boulder, p. 141-169; Sepehr ZABIH (1986), *The Left in Contemporary Iran: Ideology, Organization and the Soviet Connection*. London: Croom Helm.

<sup>38</sup> Shaul BAKHASH (1990), *The Reign of the Ayatollahs: Iran and the Islamic Revolution*. New York: Basic Books, p. 195-216.

droit des paysans contre la classe féodale. Avec la réforme agraire effectuée après la révolution, le reste de la classe féodale est pratiquement détruite.

La bourgeoisie industrielle, dépendant du chah, a également été détruite et remplacée par le capitalisme d'État.<sup>39</sup> La plupart de membres de cette classe, environ mille familles, ont dû quitter le pays pour s'installer en Europe ou aux États-Unis. L'affaiblissement de la bourgeoisie industrielle laisse une grande marge de manœuvre aux Conseils ouvriers. Cependant, ces Conseils ont été transformés par l'État islamique à fin de mieux contrôler les entreprises et les ouvriers.<sup>40</sup> La plupart des nouveaux dirigeants islamiques, qui s'inscrivent dans la classe moyenne, ont des idéaux révolutionnaires et la justice sociale est au centre de leurs revendications. Toute tentative d'accumulation de la richesse ou de possession de capital est a priori condamnée. Les mots capital et capitaliste sont les mots les plus détestés dans cette société révolutionnaire. Personne n'ose parler de l'importance du capital ou de l'existence d'un secteur privé fort pour la relance de l'économie. C'est dans cette atmosphère révolutionnaire, idéologique, et émotive que la plupart des industries ont été nationalisées ou confisquées. Jusqu'en 1982, plus de 230 parmi les plus riches entreprises ont été nationalisées, ce qui représente plus de 80 pour cent du secteur privé.<sup>41</sup> Un capitalisme étatique a remplacé le secteur privé.

Avec l'affaiblissement des propriétaires fonciers et la bourgeoisie industrielle, la bourgeoisie traditionnelle devient une force sociale importante. L'antagonisme entre la bourgeoisie commerciale et le capitalisme d'État a marqué l'histoire de l'économie politique de la Première République. La victoire de la révolution offre l'occasion exceptionnelle à l'alliance clergé/*bazar* de renforcer ses positions dans la société iranienne. Cependant, le sentiment révolutionnaire et la prédominance des groupes radicaux de gauche après la révolution ne permettent pas à cette alliance de dicter les politiques publiques du gouvernement. L'alliance clergé/*bazar* et la bourgeoisie commerciale tentent de résister aux forces révolutionnaires et radicales afin de protéger leurs intérêts politiques, économiques et culturels. Ainsi, la Première République est marquée par l'antagonisme constant entre ces types de forces sociales qui tentent d'influer sur les politiques étatiques à travers des factions étatiques.

---

<sup>39</sup> Mansoor MOADDEL (1992), "Ideology as Episodic Discourse : The Case of the Iranian Revolution", *American Sociological Review*, vol. 57, p. 353-379.

<sup>40</sup> Assef BAYAT (1987), *Workers and Revolution in Iran : a Third World Experience of Workers' Control*, London ; Atlantic Highlands, New Jersey, USA : Zed Books.

<sup>41</sup> Mansoor MOADDEL (1991), "Class Struggle in Post-Revolutionary Iran", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 23, p. 324.

## L'État et les relations internationales : La tension et l'isolement

La nature des relations entre l'État islamique et le système international a considérablement changé après la révolution islamique. L'application de la nouvelle stratégie de développement est conditionnée par les relations conflictuelles entre le nouvel État et le monde extérieur. Pendant la Première République, les relations entre l'État islamique et le monde sont principalement influencées par deux éléments importants : la révolution et la guerre.

La révolution bouleverse l'ancien ordre des relations extérieures et établit un nouvel ordre basé essentiellement sur l'idéologie de l'islam révolutionnaire.<sup>42</sup> Elle remet en question l'ordre politique et économique mondial établi par les grandes puissances et tente de créer un nouvel ordre selon les prémisses de l'idéologie révolutionnaire. La lutte contre le *Estekbar*, l'impérialisme et ses alliées, la défense de tous les déshérités (*Mostazafin*), le soutien des groupes révolutionnaires, l'exportation de la révolution islamique, le soutien des groupes islamiques sont des tentatives pour changer l'ordre mondial et régional.<sup>43</sup>

Les grands acteurs internationaux réagissent rapidement afin, d'abord, de maîtriser la révolution islamique et, ensuite, de démolir le nouvel État islamique.<sup>44</sup> Dès la victoire de la révolution, le nouveau régime se perçoit dans un monde hostile.<sup>45</sup> Pour renverser le régime islamique, les grandes puissances lancent une bataille sur plusieurs fronts où figurent entre autres le soutien aux groupes contre-révolutionnaires, la provocation de troubles dans certaines régions du pays, la tentative d'infiltration dans les institutions comme l'armée, le déclenchement d'une campagne de propagande à travers les médias à l'échelle mondiale, le blocus économique, et plus important, le soutien à Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran.

---

<sup>42</sup> Javad MANSURI (1987), *Nazari be sisat-é khareji-é Johuri-é islami-é Iran*. [Politiques étrangères de la République islamique de l'Iran], Amir Kabir Presses, Téhéran; Ali RAHNEMA & Farhad NOMANI (1990), *The Secular Miracle : Religion, Politics and Economic Policy in Iran*, London ; New Jersey : Zed Books, p. 299-353 ; Housman A. SADRI (1997), *op. cit.*, p. 17-34 et 87-114; Mohammad-Reza DJALILI (1989), *Diplomatie islamique : stratégie internationale du khomeynisme*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 30-36.

<sup>43</sup> Rouhollah. K. RAMAZANI (1988), *Revolutionary Iran: Challenge and Response* Baltimore: Johns Hopkins University Press; Jansen, Johannes (1990), «Echoes of the Iranian Revolution in the Writings of Egyptian Muslims», in : David MENASHRI (ed.)(1990), *The Iranian Revolution and the Muslim World*, Boulder : Westview Press, p. 207-218 ; Amazia BARAM (1990), «The Impact of Khomeini's Revolution on the Radical shi'i Movement of Iraq», in : David MENASHRI (ed.)(1990), *op. cit.*, p. 130-151 ; Martin KRAMER (1990), «Redeeping Jerusalem :The Pan-islamist Premise of Hizballah», in : David MENASHRI (ed.)(1990), *op. cit.*, p. 105-130.

<sup>44</sup> Reza RA'ISS TOUSI (1997), «Containment and Animosity : The United States and the War», in : Farhang RAJAEI(ed.)(1997), *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, Gainesville : University Press of Florida , p. 49-61.

<sup>45</sup> J. Mark GASIOROWSKI (1990), *Neither East Nor West, Iran, The Soviet Union and the United State*, New Haven, Yale University Press, p. 246-264; Rouhollah. K. RAMAZANI (1988), *Revolutionary Iran: Challenge and Response* Baltimore: Johns Hopkins University Press

La relation de l'État révolutionnaire en Iran avec les grandes puissances, surtout les États-Unis, a connu des tensions et des conflits perpétuels.<sup>46</sup> Le renversement du régime du chah, un allié stratégique des États-Unis, a choqué les dirigeants américains qui ont admis l'échec de la CIA pour neutraliser le mouvement révolutionnaire en Iran.<sup>47</sup> Les relations diplomatiques entre l'Iran et les États-Unis entrent dans une crise totale après l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran.<sup>48</sup> C'est le début d'une 'guerre froide'<sup>49</sup> entre les deux pays, qui dure encore, 26 ans après cet événement.

La relation entre la République islamique et les pays de la région est conditionnée par deux éléments principaux : l'impact de la révolution islamique et la guerre entre l'Iran et l'Irak. Ces deux éléments créent un climat de méfiance et d'hostilité entre l'Iran et les pays de la région pendant la Première République. D'une part, les États de la région se sentent menacés par l'expansion de l'idéologie de l'Islam révolutionnaire et par remise en question du statu quo régional, d'autre part, le nouvel État islamique, lui aussi, se sent menacé par des voisins hostiles à la révolution islamique.<sup>50</sup> Cette atmosphère de méfiance qui engendre la tension et l'instabilité régionale.<sup>51</sup>

Si nous voulons identifier l'événement le plus important après la révolution islamique, c'est sans aucun doute le déclenchement de la guerre entre deux puissances régionales, l'Iran et l'Irak, par Saddam Hussein en 1980.<sup>52</sup> Cet événement affecte toutes les politiques économiques, sociales, régionales, internationales et stratégiques du nouvel État islamique. En fait, pendant huit ans, la guerre a profondément marqué toute la politique

---

<sup>46</sup> Fred HALLIDAY (1990), "The Iranian Revolution and the Great-power Politics: Components of the First Decade", in: R. Nikki KEDDI et J. Mark GASIOROWSKI (1990), *Neither East Nor West, Iran, The Soviet Union and the United State*, New Haven, Yale University Press, p. 246-264; Rouhollah. K. RAMAZANI (1990), "Iran's Resistance to the U.S. Intervention in the Persian Gulf", in: R. Nikki KEDDI et J. Mark GASIOROWSKI (1990), *Neither East Nor West, Iran, The Soviet Union and the United State*, New Haven, Yale University Press, p. 36-60;

<sup>47</sup> Michael LEDEEN et William LEWIS (1981), *Débauche : L'échec américain en Iran*, Paris, Albin Michel.

<sup>48</sup> Rouhollah. K. RAMAZANI (1982), *The United States and Iran. The Pattern of Influence*, New York, Praeger Publishers; Ledeen, Michael et Lewis, William (1981), *op. cit.*

<sup>49</sup> Richard W. COTTAM (1988), *Iran and the United States : A Cold War Case Study*, Pittsburgh, Pa. : University of Pittsburgh Press.

<sup>50</sup> Gerd NONNEMAN (1986), *Iraq, the Gulf States, & the War : A Changing Relationship 1980-1986 and Beyond*, London ; Atlantic Highlands, NJ : Ithaca Press, chapitres 1 et 2.

<sup>51</sup> Gerd NONNEMAN (1986), *Iraq, the Gulf States, & the War : A Changing Relationship 1980-1986 and Beyond*, London ; Atlantic Highlands, NJ : Ithaca Press, chapitres 1 et 2; Joseph KECHICHIAN (1985), «The Gulf Cooperation Council : Search for Security», *Third World Quarterly*, octobre 1985, p. 853-881; Dilip HIRO (1991), *The Longest War : the Iran-Iraq Military Conflict*, New York, Routledge; Shahram CHUBIN and Charles TRIPP (1989), *Iran and Iraq at War*, London : I.B. Tauris ; Farhang RAJAEI (ed.)(1997), *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, Gainesville : University Press of Florida.

<sup>52</sup> Par exemple: Hiro, Dilip (1991), *The Longest War : the Iran-Iraq Military Conflict*, New York, Routledge; Chubin, Shahram and Tripp, Charles (1989), *Iran and Iraq at War*, London : I.B. Tauris ; Rajaei, Farhang(ed.)(1997), *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, Gainesville : University Press of Florida ; Trab ZEMZEMI, Abdel-Majid (1985), *La guerre Irak-Iran : Islam et nationalismes*, Paris, Albatros.

internationale de l'Iran. Cette guerre a mobilisé plusieurs pays occidentaux et régionaux contre l'Iran.

Cet environnement international et régional particulier a présenté des contraintes pour le développement économique du pays. Dans ce contexte, la première priorité de l'État est accordée à neutraliser les contraintes politiques et militaires. La survie de l'État exige que toutes les forces se concentrent sur les domaines de la sécurité et de la stratégie. La question du développement économique et la position du pays dans l'économie globale sont passées au second plan dans la priorité de l'État. Le gouvernement devait donc envisager une stratégie radicale du développement axé sur la survie économique, sur l'indépendance et l'autosuffisance. L'application de la nouvelle stratégie en s'appuyant sur les exportations pétrolières ont garanti le fonctionnement minimal de l'économie pendant la Première République.

## LA NOUVELLE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT : LE SOCIALISME ISLAMIQUE

La transformation de la structure de l'État iranien à la suite de la révolution islamique suivit du changement radical dans les politiques de relations internationales ainsi que dans les relations entre l'État et la société civile entraîne des changements dans la stratégie de développement. Conformément aux caractéristiques particulières du nouvel État islamique et aux réalités politiques internes et externes, la nouvelle stratégie de développement s'est graduellement développée. L'atmosphère révolutionnaire, l'État islamique, la guerre, les conflits internationaux et la domination des groupes radicaux dans la société ont amené le gouvernement à adopter une nouvelle stratégie du développement, le «socialisme islamique».<sup>53</sup>

### Les principes de la nouvelle stratégie

Le rejet total de la stratégie appliquée par l'ancien régime<sup>54</sup> a amené l'État à adopter une stratégie opposée basée sur «d'abord la redistribution et ensuite la croissance». Les principes importants de cette stratégie appliquée pendant presque une décennie sont les suivants: 1) rupture avec le capitalisme mondial; 2) autosuffisance et autocentrage économique; 3) étatisme extrême dans toutes les activités économiques; 4) satisfaction des besoins fondamentaux et bien-être social; 5) redistribution équitable des revenus et de la richesse.

Le nouvel État révolutionnaire envisage un développement économique par la rupture graduelle avec le capitalisme et l'impérialisme mondial, ces dernières étant, selon lui, à l'origine du sous-développement dans les pays du Tiers-Monde. La méfiance à l'égard du système économique mondial figure dans la nouvelle Constitution islamique : le VI<sup>e</sup> chapitre met des obstacles infranchissables à l'intégration de l'économie nationale dans

<sup>53</sup> Hamid ALGAR (1981), *Islam and Revolution : Writing and Declarations of Imam Khomeini*; Hamid ENAYAT (1982), *Modern Islamic political Thought*, London : Macmillan Press; Homa OMID (1994), *Islam and the Post-revolutionary State in Iran*, St. Martin's Press, ch. 3; Valibeigi, Mehrdad (1993), "Islamic Economics and Economic Policy Formation in Post-Revolutionary Iran: A Critique," *Journal of Economic Issues*, vol.27, no. 3, p. 793-812.

<sup>54</sup> Ezat MOSSALLANEJAD (1986), *The Political Economy of Oil*, New Delhi: Criterion, 1986; Shaul BAKHASH (1982), *The Politics of Oil and Revolution in Iran*, Washington: The Brookings Institution, 1982, p. 2-6; Hosain RAZAVI and Firouz VAKIL (1984), *The Political Environment of Economic Planning in Iran 1971-1983*, Boulder, CO: Westview Press, 1984; Robert GRAHAM (1979), *Iran: The Illusion of Power*, New York: St. Martin's Press, 1979; Ibrahim RAZZAQI (1988), *Eqtesad-e Iran [L'économie de l'Iran]* Téhéran: Nashr-e Nay; Massoud KARSHENAS (1990), *Oil, State, and Industrialization in Iran*, Cambridge: Cambridge University Press, 1990.

l'économie mondiale.<sup>55</sup> Cette vision sur l'économie mondiale a amené le gouvernement à modifier ses politiques touchant aux relations économiques internationales.<sup>56</sup> Les politiques pétrolières ont subi des changements importants afin de créer graduellement une « économie sans pétrole ». La modification du choix des partenaires commerciaux est devenue nécessaire pour se conformer aux priorités politiques. Les échanges avec les pays du Sud ont la préférence sur ceux avec les pays capitalistes du Nord. La thèse de la coopération Sud-Sud est plus acceptable que jamais. La participation des capitaux étrangers et surtout l'investissement direct dans l'économie nationale sont un sujet tabou. L'hostilité envers les firmes multinationales et l'investissement étranger sont à l'ordre du jour.<sup>57</sup> Dans la pratique, la part de l'investissement étranger dans le développement économique du pays est nulle. Malgré des difficultés économiques considérables, le gouvernement n'a pas eu recours à l'endettement extérieur. En fait, la richesse pétrolière a permis à l'État de suivre cette stratégie radicale de développement.

Le second élément de la stratégie prescrite est l'autosuffisance et l'autocentrage économiques qui complètent le premier élément. Puisque l'ancien modèle du développement a conduit l'économie à la dépendance, la nouvelle stratégie a pour objectif la transition vers un modèle autocentré de développement économique.<sup>58</sup> Contrairement à l'ancien modèle, l'agriculture devient l'axe du développement économique, car le gouvernement doit assurer l'autosuffisance alimentaire, particulièrement en matière de céréales.<sup>59</sup> L'industrie, à son tour, doit être mise au service de l'agriculture et de la production pour le marché interne.<sup>60</sup> En d'autres mots, l'État préconise une stratégie d'introversión qui va à l'encontre de la stratégie dominante d'extraversión à l'échelle mondiale pendant les années 1980. L'économie se tourne vers la fermeture, opposé la stratégie dominante d'ouverture à l'économie globale. Selon l'article 81-82 de la Constitution islamique, le gouvernement est responsable, entre autres, du déploiement de tous les efforts possibles pour atteindre l'autosuffisance dans tous les domaines

---

<sup>55</sup> *Ghanon-e Asasi-ye Jomhuri-ye Islami-ye Iran* [Constitution de la République islamique de l'Iran] (avec les amendements de 1989), Ministère de la culture et la guidance, 4ème édition, 1996, ch. 6.

<sup>56</sup> Nous allons traiter dans les prochaines sections les nouvelles politiques économiques dans les différents secteurs de l'économie.

<sup>57</sup> Pendant la Première République toutes les companies multinationales ont quitté le pays. Pour une liste de ces companies multinationales, voir: Ezat MOSSALLANEJAD (1986), *The Political Economy of Oil*, New Delhi: Criterion, p. 147-153.

<sup>58</sup> Kamran MOFID (1987), *Development Planning in Iran: From Monarchy to Islamic Republic*. Cambridgeshire, U.K.: Middle East and North African Press Limited; Kamran MOFID (1991), "The Political Economy of Iran's Foreign Trade Since the Revolution: Ideals and Practice", in : Anoushiravan Ehteshami et Manshour Varasteh (eds.) (1991), *Iran and the International Community*, London, Routledge, ch. 8.

<sup>59</sup> Kamran MOFID (1987), *op. cit.*

<sup>60</sup> Hooshang AMIRAHMADI (1990), *op. cit.*, p. 150-153.

économiques.<sup>61</sup> Pour cela, le gouvernement doit s'appuyer principalement sur les ressources nationales.<sup>62</sup>

La nouvelle stratégie du développement accorde un rôle crucial et unique à l'État dans toutes les activités économiques.<sup>63</sup> La période révolutionnaire, la conviction idéologique, les conflits extérieurs et l'économie rentière, tout accentue le rôle dominant de l'État dans la vie sociale et économique. Il en émerge un système de capitalisme d'État semblable à celui de certains pays du Tiers-monde durant les années 1970, tel qu'au Brésil, au Mexique, en Inde et en Indonésie.<sup>64</sup> Dans ce système, l'État devient un grand patron qui produit et distribue la plupart des biens et des services.<sup>65</sup> Il régularise et contrôle également toutes les activités économiques, de la production et du commerce extérieur jusqu'à la distribution et la consommation finale. Il impose un système de contrôle des prix et des salaires, procède un rationnement des biens essentiels, détermine le taux de change et le taux d'intérêt et possède tout le système financier et bancaire.<sup>66</sup> L'article 44 la nouvelle Constitution prévoit trois secteurs dans l'économie : le secteur public, le secteur privé et le secteur coopératif. Il accorde cependant un rôle déterminant et dominant au secteur public, un rôle très marginal au privé et un rôle négligeable du secteur coopératif dans l'économie. Selon l'article 43 de la Constitution, le gouvernement est responsable de : la fourniture de tous les besoins essentiels de la population; la création de l'emploi pour tous; la protection et la préservation de l'environnement naturel; l'augmentation de la production dans l'agriculture et l'industrie et, finalement, l'atteinte de l'autosuffisance dans tous les domaines.

Contrairement à l'ancienne stratégie, la satisfaction des besoins essentiels de la population devient une priorité importante dans la nouvelle stratégie.<sup>67</sup> Cette composante met en valeur la nécessité et l'obligation de satisfaire les besoins de la majeure partie de la population, qu'ils soient individuels ou sociaux. La Constitution prévoit un système de bien-être le plus ambitieux pour tous les citoyens du pays. Les articles 28 et 31 demandent du gouvernement de fournir à la population l'éducation gratuite ainsi que tous les besoins

---

<sup>61</sup> *Ghanon-e Asasi-ye Jomhuri-ye Islami-ye Iran, op. cit.*

<sup>62</sup> *Ibid*

<sup>63</sup> Hossein AZIMI (1989), "Negahi be Naqsh-e Dowlat dar Towseh-e Eqtesadi", [Un regard sur le rôle de l'État dans le développement économique], *Ettela' at Siasi-Eqtesadi*, 4, no.1, Mehr 1368 [1989].

<sup>64</sup> Thomas J. BIERSTEKER (1990), "Reducing the Role of the State in the Economy: A Conceptual Exploration of IMF and World Bank Prescriptions", *International Studies*, vol. 34, 1990, p. 477-492.

<sup>65</sup> Ali RASHIDI (1994), "De-privatisation Process of the Iranian Economy after the Revolution of 1979", in : Thierry COVILLE (ed.), *L'Économie de l'Iran islamique, entre l'État et le marché*, Institut français de recherche en Iran, 1994, p. 37-68.

<sup>66</sup> Hamid HOSSEINI (1988), "Notions of Private Property in Islamics in Contemporary Iran", *International Journal of Social Economics*, vol. 15, no. 9, p. 51-61.

<sup>67</sup> Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, ch.14, p. 269-309.

essentiels comme l'alimentation, l'habillement, l'assurance maladie, le logement, l'emploi, l'assistance sociale pour les retraités, les chômeurs, les personnes âgées, etc.<sup>68</sup>

Afin de remédier à l'inégalité grandissante entre les différentes couches sociales, l'État islamique insiste sur le principe de « d'abord la redistribution et ensuite la croissance ».<sup>69</sup> Ce principe est particulièrement important dans les pays pétroliers comme l'Iran, car la moindre distorsion dans la redistribution équitable de la richesse pétrolière entraîne des effets sociaux et économiques importants. Les politiques adoptées visant à réaliser le principe de la redistribution équitable peuvent être classifiées en deux catégories : La première est le transfert direct ou indirect du capital financier. Pour cela, plusieurs centres et institutions révolutionnaires ont été créés afin de diminuer les écarts entre les riches et les pauvres. Le "*Jihad-e Sazandegi*" s'occupe essentiellement de fournir à la population rurale des services de base comme l'électricité, le transport, les communications et l'irrigation. La Fondation des déshérités "*Bonyad-e Mostazafan*" et le Bureau d'aide de l'Imam Khomeini (*Komitê Emdad*) fournissent des services aux pauvres ruraux et urbains. La Fondation du Logement (*Bonyad-e Maskan*) aide à construire des logements. Le système gouvernemental du bien-être social fonctionne également à cette fin. La seconde catégorie est la redistribution de moyens de production. Pour cela, l'État prescrit les politiques de nationalisation massive des entreprises privées ou étrangères ainsi que la réforme agraire.

## Les politiques économiques

### *Les politiques pétrolières*

Conformément avec la stratégie du socialisme islamique, l'État tente de minimiser la dépendance pétrolière en réduisant considérablement la production du pétrole.<sup>70</sup> Ainsi, il vise à réaliser l'objectif révolutionnaire de rupture avec l'économie capitaliste mondiale ainsi que la conservation des ressources pétrolières. L'État révolutionnaire aspire à réaliser graduellement le long rêve d'une 'économie sans pétrole'. La production pétrolière a donc chuté de 5,7 millions de barils par jour en 1977 à 1,4 million en 1979. Pendant toute la période de la Première République, la production pétrolière totale n'a pas dépassé trois millions de baril par jour. Le gouvernement a diminué l'exportation du pétrole à son minimum, 770 000 barils par jour en 1980.<sup>71</sup> Pendant toute la période de la Première

<sup>68</sup> *Ghanon-e Asasi-ye Jomhuri-ye Islami-ye Iran, op. cit.*

<sup>69</sup> Adnan MAZAREI (1996), "The Iranian Economy Under the Islamic Republic: Uninstitutional Change and Macroeconomic Performance (1979-1990)", *Cambridge Journal of Economics*, 1996, vol. 20, p. 289-314.

<sup>70</sup> Hooshang AMIRAHMADI (1990), *Revolution and economic transition : the Iranian experience*, Albany, N.Y. : State University of New York Press, c1990, p. 70-82.

<sup>71</sup> Central Bank of Iran, *Bulletin*, 1979-82; et Ministère du pétrole.

République, la production pétrolière totale n'a pas dépassé trois millions de baril par jour. Cependant, le prix de pétrole a triplé après la révolution allant jusqu'à atteindre presque 40 \$ le baril.

Cette réduction draconienne de la production du pétrole a également d'autres causes politiques et économiques. La grève massive des employés de l'industrie pétrolière qui avait paralysé le régime du Chah, a continué plusieurs mois après la victoire de la révolution.<sup>72</sup> De plus, pour mettre fin à la domination des compagnies étrangères sur l'industrie pétrolière, l'État a unilatéralement mis fin à tous les accords avec l'ancien consortium.<sup>73</sup> Il a même renvoyé quelque 18 000 personnes employées dans les compagnies pétrolières étrangères. C'est ce consortium étranger qui contrôlait la production, l'exportation et le marketing du pétrole iranien. Il faut ajouter à cela l'embargo pétrolier des États-Unis et de leurs alliés européens et les dommages considérables causés à l'industrie pétrolière par l'invasion irakienne ainsi que le manque d'investissement dans ce secteur.

La politique de l'Iran a également changé dans l'OPEP. Pendant la Première République, elle misait sur "la limitation de la production et l'augmentation du prix"<sup>74</sup>. Mais elle n'a jamais réussi à convaincre la majorité des membres de l'OPEP de suivre cette politique.<sup>75</sup> La guerre pétrolière entre les États arabes du Golfe persique et l'Iran s'ajoute à la guerre Irak-Iran et à la tension entre l'Iran et l'Ouest.<sup>76</sup> Alors que la part de l'Iran dans la production de l'OPEP chute de 17 % en 1978 à 6 % en 1981, celle d'Arabie saoudite grimpe de 28 % à 44 %.<sup>77</sup> Cependant, le deuxième choc pétrolier causé par la révolution islamique fait monter le prix du pétrole de 12\$ à près de 40\$ en 1979. L'Iran tente de fixer le prix le plus haut possible. Par contre, l'Arabie Saoudite augmente sa production pétrolière à plus de 10 millions de barils par jour afin de créer un excédant de l'offre globale de pétrole sur le marché mondial. Noyé par le pétrole saoudien, le prix a chuté sur le marché mondial.<sup>78</sup> La guerre du pétrole entre l'Iran et l'Arabie saoudite mène la politique iranienne à un échec total.

---

<sup>72</sup> Assef BAYAT (1986), *Workers and Revolution in Iran: A Third World Experience of Workers' Control*, London: Zed Books, 1986; Bakhash, Shaoul (1984), *op. cit.* ch. 1.

<sup>73</sup> Ce consortium était composé des commandants et ses propriétaires nationaux ont inclus le Royaume-Uni, à 46 pourcent ; les États-Unis, à 40 pourcent ; les pays-bas, à 8 pourcent ; et la France, à 6 pourcent.

<sup>74</sup> Mohammed E. AHRARI (1986), *OPEC: The Failing Giant*, Lexington: University Press of Kentucky, 1986, p. 181.

<sup>75</sup> Hooshang AMIRAHMADI (1990), *op. cit.*, p. 70-82.

<sup>76</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet, 1979-1990*.

<sup>77</sup> Abbas ALNASRAWI (1985), *OPEC in a Changing World Economy*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1985, p. 38-44.

À partir de l'hiver 1982, l'État islamique est forcé de réviser sa politique pétrolière, qui ne répond plus aux besoins urgents de l'économie.<sup>79</sup> Les dépenses du gouvernement ont considérablement augmenté alors que ses revenus ont diminué. Après 1982, la guerre est entrée dans une nouvelle phase offensive et au fur et à mesure que la guerre avance, les dépenses augmentent. L'expansion sans précédent du secteur public et la création de plusieurs fondations révolutionnaires ajoutent au fardeau financier considérable sur l'épaule du gouvernement. L'économie est entrée dans une période de stagflation sévère. Dans cette situation de crise, le gouvernement accumule année après année un déficit budgétaire important. Dans ce cas, le seul espoir consiste à retourner à l'ancienne politique économique pétrolière. Encore une fois dans l'histoire iranienne, l'État se dote de l'arme du pétrole pour surmonter sa crise politique et économique et pour garantir sa survie dans une région turbulente. Ainsi, le principe de l'économie sans pétrole a pratiquement perdu son sens. Désormais, la première priorité de l'État est l'augmentation de la production du pétrole par tous les moyens possibles.

Cependant, cette politique fait face à des contraintes infranchissables. Premièrement, l'intensification des attaques aériennes de l'Irak sur l'industrie pétrolière a diminué la capacité de production du pétrole. En été 1986, par exemple, les exportations de pétrole sont limitées à 500 000 b/j. Le gouvernement n'est même pas en mesure d'atteindre son quota, déjà réduit, dans l'OPEP.<sup>80</sup> Deuxièmement, la guerre pétrolière de l'Arabie saoudite contre l'Iran vise à paralyser l'État islamique. D'une part, l'Arabie saoudite augmente démesurément ses exportations pour saturer le marché mondial. D'autre part, elle offre un prix de 3–4 dollars par baril moins cher pour du pétrole de même qualité.<sup>81</sup> L'Arabie saoudite a donc réussi à imposer sa volonté aux autres membres de l'OPEP, les forçant à réaligner leurs prix sur les siens. Le conflit entre les membres de l'OPEP et la réduction de la demande globale pour le pétrole ont provoqué le "troisième choc" pétrolier en 1986.<sup>82</sup> Le prix du pétrole a chuté de 28 \$ le baril à de 6 à 8 \$ en 1986.<sup>83</sup> Troisièmement, l'embarco pétrolier des États-Unis suivi par les pays européens a provoqué une diminution des exportations vers l'Ouest forçant l'Iran à se diriger vers les pays de l'Est. La politique d'exportation par tous les moyens oblige le gouvernement de suivre les politiques

---

<sup>79</sup> Michael RENNER (1983), "Determinants of the Islamic Republic's Oil Policies: Iranian Revenue Needs, the Gulf War, and the Transformation of the World Oil Market." in: Hooshang AMIRAHMADI and Manoucher PARVIN (eds.), *op. cit.*, p.183-209.

<sup>80</sup> Hamid ZANGENEH (1998), "The Post-revolutionary Iranian Economy: A Policy Appraisal", *Middle East Policy*, vol. VI, no. 2, octobre 1998, p. 113-129; Patrick CLAWSON (1988), "Islamic Iran's Economic Politics and Prospects", *Middle East Journal*, vol. 42, no. 3, p. 371-388.

<sup>81</sup> Pierre TERZIAN (1985), *OPEC: The Inside Story*. London: Zed Books, p. 264. Sur la politique des prix saoudienne après la révolution iranienne, voir: Abbas ALNASRAWI (1985), *op. cit.*

<sup>82</sup> Peter ODELL, (1986), *Oil and World Power*, 8ème éd. (New York: Penguin Books, 1986), p. 284.

<sup>83</sup> Jensen, James T. (1988), "Oil and Energy Demand: Outlook and Issues." in: Robert Mabro (ed.)(1988), *The 1986 Oil Price Crisis: Economic Effects and Policy Responses*. Oxford: Oxford University Press, for the Oxford Institute for Energy Studies.

saoudiennes et à vendre son pétrole de 5 à 10 \$ de moins par baril que le prix fixé par l'OPEP. Même après la guerre Irak-Iran, l'Iran continue à produire moins que son quota de 2,2 millions b/j pour 1988 bien que l'Arabie saoudite produise 5,7 millions b/j alors que son quota est de 4,3 millions b/j.<sup>84</sup>

### *Les politiques agricoles*

Après la révolution, l'État islamique tente de corriger les erreurs du passé et accorde une priorité la plus élevée à l'agriculture. Ce secteur est devenu l'axe du développement économique, car une grande partie de la population totale, soit 52 %, vit encore dans les campagnes. Puisque ce secteur est devenu le pôle de la stratégie de développement, d'autres secteurs doivent s'ajuster aux besoins du secteur agricole. L'industrie, elle aussi, doit servir et répondre aux besoins technologiques de l'agriculture. L'objectif fixé est d'atteindre l'autosuffisance en matière agricole, précisément en céréales, sur une période de dix ans. Cet objectif est explicitement inclus dans le plan quinquennal du gouvernement en 1982.<sup>85</sup>

Pour atteindre cet objectif, l'État préconise les politiques suivantes : le changement de la structure institutionnelle, la création des nouveaux organismes, l'amélioration des infrastructures rurales, l'éducation, l'investissement dans la recherche, l'investissement dans l'irrigation et l'expansion de la mécanisation.<sup>86</sup>

Les changements institutionnels préconisés par l'État ont pour objectif la justice sociale ainsi que la croissance plus rapide de l'agriculture. Selon les groupes révolutionnaires, la terre est inégalement répartie entre un petit groupe de grands propriétaires et un vaste groupe de paysans. De plus, une partie de paysans ne possèdent pas de terre et travaillent comme ouvriers agricoles. En 1980, l'État prescrit des réformes agraires pour effectuer de grandes transformations institutionnelles.<sup>87</sup> Cela vise à détruire la puissance économique et politique des grands propriétaires fonciers, à créer une société rurale plus égalitaire, à accélérer la création des coopératives agricoles, à accroître les

<sup>84</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

<sup>85</sup> Sohrab BEHDAD (1988), "The Political Economy of Islamic Planning in Iran", in: Hooshang AMIRAHMADI and Manoucher PARVIN (eds.), *Post- Revolutionary Iran*. Boulder, Cob.: Westview Press, 1988, p. 107-125; Hooshang AMIRAHMADI (1990), *op. cit.*, p. 117.

<sup>86</sup> A. MOJTAHED and H. ESFAHANI (1989), "Agricultural Policy and Performance in Iran: The Post-Revolutionary Experience", *World Development*, vol. 17, no. 6, June 1989; Asghar SCHIRAZI (1993), *Islamic Development Policy: the Agrarian Question in Iran*, Boulder and London, Lynne Rienner.

<sup>87</sup> Ahmad ASHRAF (1982), *Dehqanan, Zamin va Enqelab* [Paysans, terre, et révolution], Téhéran: Agah Publications, 1361 [1982]; Shaoul BAKHASH (1984), *op. cit.*, Ch. 8; Hossein BASHIRIYEH (1984), *op. cit.*, p. 139-143; Hooshang AMIRAHMADI (1990), *op. cit.*, ch. 2.

investissements, en conséquence à augmenter la production agricole.<sup>88</sup> Selon la Commission de sept-membres, jusqu'en 1990, 1,25 million d'hectares de terre sont distribués à 220 000 familles paysannes et 850 000 hectares sont temporairement distribués aux paysans pour exploitation temporaire. De ce transfert temporaire, 130 000 hectares sont concédés de façon permanente à 20 000 familles rurales jusqu'à 1990. Cela démontre la réussite limitée des réformes agraires.<sup>89</sup> En 1987/88, le nombre de coopératives de services atteint 3 117 et leurs membres, 4,1 millions avec un capital total de 57 milliards de rials. En 1991, toutes les organisations coopératives passent sous le contrôle de nouveau ministère, le Ministère des Coopératives.

Quelques ministères et organismes existaient déjà pour s'occuper des affaires agricoles.<sup>90</sup> Cependant, une nouvelle institution parallèle appelée "le ministère du *Jihad-e Sazandegi*" est créée en 1979. C'est une institution révolutionnaire sur une base volontaire dont le champ d'action est essentiellement les zones rurales. Cette institution a pour objectif d'améliorer le standard de vie des paysans et la construction et le maintien des infrastructures dans les régions rurales. Elle fournit également de l'eau et de l'électricité et aide aux services de santé. Elle améliore les réseaux traditionnels d'irrigation et déploie beaucoup d'efforts pour amener l'électricité en zone rurale. Le nombre de villages qui ont accès à l'électricité a augmenté de 4 500 en 1978 à plus de 9 000 en 1983 pour ensuite atteindre plus de 12 000 en 1993.<sup>91</sup> Graduellement, elle a étendu ses activités à d'autres domaines comme la recherche, l'industrie rurale et la construction. Cette institution, la plus grande responsable du développement dans les zones rurales, a quelque 55 000 employés, comparativement au ministère d'agriculture qui en a 74 000.<sup>92</sup>

Le gouvernement répond aux autres besoins matériels et techniques des paysans en fournissant des engrais sélectionnés et en suggérant des méthodes modernes de culture et de lutte contre les insectes. Le gouvernement offre des subventions sur les intrants des produits agricoles afin de contrôler les coûts de production. Il accorde des subventions pour les engrais, les pesticides et les machines agricoles. La consommation annuelle des engrais a

---

<sup>88</sup> M. PARVIN and M. TAGHAVI (1988), "A Comparison of Land Tenure in Iran under Monarchy and under the Islamic Republic", in: Hooshang AMIRAHMADI and Manoucher PARVIN (eds.)(1988), *Post- Revolutionary Iran*. Boulder, Cob.: Westview Press, 1988.

<sup>89</sup> M. PARVIN and M. TAGHAVI (1988), "A Comparison of Land Tenure in Iran under Monarchy and under the Islamic Republic", in: Hooshang Amirahmadi and M. Parvin (eds.)(1988), *Post- Revolutionary Iran*. Boulder, Cob.: Westview Press, 1988.

<sup>90</sup> Par exemple, le ministère de l'eau et l'électricité s'occupe de l'irrigation et la construction des barrages. Le ministère de l'agriculture s'occupe de la formulation et de l'application des politiques, de la recherche et le développement; l' "Institut de recherche sur l'eau et sol" ainsi que l' "Institut de l'amélioration des plantes", réunissent plusieurs centaines de scientifiques et d'experts qui s'occupent des aspects techniques et scientifiques de l'agriculture.

<sup>91</sup> Amuzegar, Jahangir (1993), *op. cit.*, p. 208.

<sup>92</sup> A. MOJTAHED, and H. ESFAHANI (1989), "Agricultural Policy and Performance in Iran: The Post-Revolutionary Experience", *World Development*, vol. 17, no. 6, June 1989.

augmenté d'un million ton en 1979 à plus de 1,65 million de tonnes en 1987. Le nombre de tracteurs utilisés par les paysans a augmenté de 78 000 en 1979 à 135 000 en 1988. Le nombre de laboureur et moissonneuses-batteuses a augmenté de 15 % pendant cette période. Enfin, le gouvernement garantit l'achat de plusieurs produits à prix fixe, notamment le blé.

### *Les politiques d'industrialisation*

La critique intense de la stratégie d'industrialisation adoptée par l'ancien régime amène l'État islamique à apporter certaines modifications à sa stratégie d'industrialisation. L'application de la version du socialisme islamique accorde la priorité à l'autosuffisance industrielle et à la création d'une industrie endogène.<sup>93</sup> Selon cette vision, les différentes étapes de l'ISI (Industrialisation par Substitution des Importations) doivent se réaliser de façon parallèle. Non seulement les produits de consommation importés, mais également les biens intermédiaires et les capitaux doivent être remplacés par des produits locaux. Cette stratégie exige des grands efforts pour le développement et l'expansion des industries des biens d'équipement.

Cependant, cette stratégie demande des investissements plus grands dans le secteur industriel. La stratégie ISI elle-même exige l'implication des pays développés et les compagnies multinationales dans le processus d'industrialisation parce que l'industrie dépend de la technologie, du capital, et du savoir-faire des grandes compagnies internationales. D'une part, l'État met plusieurs obstacles insurmontables à la participation de l'investissement direct étranger. D'autre part, la révolution, l'instabilité politique, les multiples conflits internes et externes découragent les investisseurs étrangers. Le risque élevé et le rendement prévu à long terme découragent également le secteur privé de contribuer à ces investissements. Dans le cadre de cette stratégie, le moteur de l'industrialisation est donc l'investissement public des entreprises d'État.

L'expansion extraordinaire du secteur public se concrétise par deux méthodes complémentaires après la révolution : la confiscation et la nationalisation.<sup>94</sup> À la suite de la décision du Conseil de la révolution sur « la protection et le développement des industries », presque toutes les grandes entreprises privées associées aux élites industrielles et commerciales de l'ancien régime sont confisquées ou nationalisées. Cette décision permet à l'État de prendre le contrôle de centaines d'entreprises agro-industrielles, manufacturières, minières, de transport, de construction, de bureaux d'études et d'ingénieurs-conseils, d'assurances et des banques. Après la nationalisation des entreprises industrielles, la part de

<sup>93</sup> Hassan HAKIMIAN and Massoud KARSHENAS (1999), *op. cit.*

<sup>94</sup> Ali RASHIDI (1994), *op. cit.*; Hamid HOSSEINI (1994), "The Change of Economic and Industrial Policy in Iran : President Rafsanjani's Perestroika", in : Hamid ZANGENEH (ed.) (1994), *op. cit.*

l'État dans ce secteur passe de 39,5 % à 70,7 % du capital, tandis que la part du secteur privé tombe de 44,6 % à 13,4 %. Le Centre statistique de l'Iran révèle qu'après la révolution, parmi 4 502 grandes compagnies, 4 074 appartiennent au secteur public.<sup>95</sup>

L'industrie du pays bénéficie des multiples politiques protectionnistes de l'État. Elle est lourdement protégée par des politiques commerciales basées sur des barrières tarifaires et non tarifaires. Le pays applique des tarifs douaniers élevés, interdit totalement l'importation de certains produits et applique des restrictions quantitatives sur l'importation des produits autorisés.<sup>96</sup> L'État accorde des subventions massives aux industries par différents moyens. La manipulation des taux de change surévalué en est un moyen pour encourager l'importation de biens intermédiaires et de capitaux.<sup>97</sup> L'industrie profite de l'allocation de devises étrangères au taux officiel ainsi que des matières premières et de l'énergie à prix réduit. Cette protection comprend l'ensemble de l'industrie manufacturière de l'État sans discrimination. Ces politiques protectionnistes sont accompagnées de politiques financières et monétaires qui garantissent l'accès des industries au capital de financement. Selon cette politique, les banques spécialisées doivent fournir du capital aux industries. Puisque le système bancaire a été nationalisé, cela signifie que le gouvernement fournit directement des fonds aux entreprises industrielles. Les banques deviennent des créiteurs de l'entreprise en faillite.

### La crise du secteur industriel

Dans l'ensemble du secteur économique, c'est le secteur industriel qui enregistre la pire performance pendant la Première République. C'est la raison principale du déclin annuel de 0,7 % du PIB en termes réels pendant toute cette période. Le président Rafsanjani a annoncé en 1989 que l'industrie a fonctionné à 40 % de sa capacité en moyenne pendant huit ans.<sup>98</sup> Pour ce qui concerne le secteur manufacturier, la crise est encore plus profonde. L'utilisation de la capacité du secteur a graduellement diminué, dans certaines cas, jusqu'à moins de 25 % de sa capacité totale. Selon le Centre statistique de l'Iran, les grandes entreprises industrielles ne fonctionnaient jamais à plus de 70 % de leur capacité. Certaines fonctionnaient même à moins de 11 %. Quatre catégories d'industries (le papier; le textile et les appareils; les produits chimiques; et les aliments et boissons) fonctionnaient de 60 à 64 % de leur capacité. L'industrie du métal de base fonctionnait à 70 % et l'industrie lourde

<sup>95</sup> Firouzeh KHALATBARY (1994), "The Tehran Stock Exchange and Privatization," in : Thierry COVILLE (ed.) (1994), *L'économie de l'Iran islamique, Entre l'État et le marché*, Institut français de recherche en Iran, 1994.

<sup>96</sup> Kamran MOFID (1991), *op. cit.*; Kamran MOFID (1987), *op. cit.*

<sup>97</sup> Sohrab BEHDAD (1988), "Foreign Exchange Gap, Structural Constraints, and the Political Economy of Exchange Rate Determination in Iran", *International Journal of Middle East Studies*, vol., 20, p. 1-21.

<sup>98</sup> Hooshang AMIRAHMADI, (1990), *op. cit.*, p. 85. Les usines existantes fonctionnent, en moyenne, à 40% de capacité, alors que leurs dépenses n'ont pas diminué en conséquence.

subissait également des pertes annuelles considérables.<sup>99</sup> La production de tracteurs a atteint 2000 unités et celle des moissonneuses 90, alors que l'industrie était capable de produire 35 000 de tracteurs et 750 de moissonneuses. La production d'automobiles a chuté de 100 000 unités par an avant la révolution à 10 000 en 1987/88.<sup>100</sup> En juin 1981, la production de Peykan, l'automobile nationale assemblée en Iran, a diminué de 450 par jour à 250.<sup>101</sup> D'autres producteurs automobiles produisaient seulement 10 % de leur capacité.<sup>102</sup>

La faible performance de l'industrie et surtout des entreprises manufacturières s'explique par différents facteurs politiques et économiques. Le plus important est la chute de la production et de l'exportation du pétrole après la révolution, ce qui a directement causé la chute de la production industrielle. En général, la dépendance de l'économie envers les importations a augmenté. En moyenne, 57 % de matières premières utilisées par les unités industrielles viennent de l'extérieur. Pour des industries comme la pulpe et le papier, la dépendance de l'importation des matières premières et des équipements atteint 85 %. Pour l'équipement, la machinerie, les machines-outils et les produits métallurgiques, cette dépendance est de 76 %. Pour l'industrie des aliments et boissons, elle est de 30 % et sur les équipements, de 62 %. L'économie iranienne étant une économie pétrolière, les coûts d'importation des biens intermédiaires et des capitaux sont entièrement financés par l'exportation du pétrole. La performance du secteur industriel, comme toute l'économie, est donc affectée par la fluctuation constante du marché pétrolier. La diminution ou l'augmentation des revenus pétroliers entraîne la diminution ou l'augmentation de la production industrielle parce que l'État distribue la rente pétrolière aux différents secteurs de l'économie pour les faire fonctionner. Quand les importations totales diminuent, l'importation des intrants industriels diminue également. De 1979 à 1982, l'importation des biens intermédiaires et capitaux a diminué de 40 %. En 1977, le pays importe 12 \$ milliards de biens intermédiaires et de capitaux, alors qu'en 1988, ces importations atteignent à 6 \$ milliards.<sup>103</sup> Cette diminution des importations ne signifie évidemment pas le passage de l'industrie à une étape plus élevée de l'ISI.

Malgré la diminution importante de la production dans les entreprises industrielles de l'État, l'emploi dans ce secteur n'a pas diminué pour autant.<sup>104</sup> En plus, il n'existe pas une relation positive entre la productivité et les salaires. Ce ne sont pas les considérations économiques et le calcul de coût/bénéfice, mais plutôt les considérations politiques et sociales qui déterminent le niveau du salaire. Il faut noter que les salaires ont déjà été

<sup>99</sup> *MEED*, 8 novembre, 1991, p. 14.

<sup>100</sup> *Iran Focus*, mars et mai 1989.

<sup>101</sup> EIU, *Quarterly Economic Review, Iran*, Economic Intelligence Unit, London, 1981, no. 1.

<sup>102</sup> *Quarterly Economic Review, Iran*, Economic Intelligence Unit, London, 1981, no. 4.

<sup>103</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

<sup>104</sup> L. HADDAD (1994), *op. cit.*; Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 70-82.

augmentés vers la fin de l'ancien régime pour essayer de mettre fin aux grèves généralisées dans les industries. Sous la pression des mouvements révolutionnaires, les salaires des ouvriers ont été augmentés malgré le déclin de leur productivité. Par conséquent, la part de salaire dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier a augmenté de 23 % pour la période de 1967 à 1975 à 54 % pour la période de 1980 à 1985 pour diminuer ensuite à 45 % pour celle de 1987 à 1990.<sup>105</sup> Ce déséquilibre entre la productivité et les salaires réduit les fonds disponibles pour l'investissement et la rénovation des équipements ce qui met en danger la survie des entreprises en déficit. Enfin, les déficits des entreprises de l'État sont la source principale des déficits budgétaires chroniques.

Les politiques industrielles de l'État ont, par contre, créé des opportunités pour les entreprises industrielles d'obtenir des rentes considérables. Les politiques commerciales, les intrants industriels moins chers, les subventions et l'allocation de devises étrangères ont créé des relations de clientélisme avec l'État. Cela explique la pérennité de ces entreprises et même leurs profits malgré leur faible productivité. Cette rente étatique ne laisse aucune place à la rationalisation et à l'innovation dans la production ou dans la gestion des entreprises. Grâce aux rentes faciles et accessibles, les entreprises d'État ne sentent pas le besoin d'être compétitives au niveau national.<sup>106</sup> Par ailleurs, la question de l'intégration de l'économie nationale dans l'économie globale n'est pas à l'ordre de jour pendant la Première République.

La diminution de la production industrielle et la crise des entreprises d'État sont des sources majeures de déséquilibre économique. Les politiques d'industrialisation non seulement n'ont pas allégé les problèmes de balance des paiements mais les ont aggravés. Les pertes des entreprises publiques sont couvertes par le budget général de l'État. Le déficit de ces entreprises signifie le déficit de tout le secteur public. Dans ce cas, la contribution du secteur public à l'épargne nationale est négative. Le rôle de la rente pétrolière pour surmonter la crise et pour sauver le secteur public devient vital, mais insuffisant. C'est ainsi que l'accumulation annuelle des déficits budgétaires du gouvernement provoque la crise économique.

### *Le commerce extérieur*

Le système d'échanges a évolué dans le cadre de la stratégie globale. Nous établissons plusieurs principes dans le choix des politiques commerciales. Ces dernières doivent viser l'objectif de réduire au minimum la dépendance et la vulnérabilité du pays

---

<sup>105</sup> Hakimian, Hassan and Karshenas, Massoud (1999), *op. cit.*

<sup>106</sup> Behzad YAGHMAIAN (1992), *op. cit.*; L. HADDAD (1994), "Open Door Policy and the Industrialization of Iran", *Journal of Contemporary Asia*, vol. 24, no. 1, p. 81-94.

face aux pays capitalistes avancés. La diversité des partenaires commerciaux est un moyen d'atteindre à cet objectif. Les restrictions quantitatives sont envisagées à la lumière des revenus pétroliers et des politiques de protection de l'industrie nationale. L'interdiction d'importer des produits de luxe est préconisée pour combattre la culture occidentale de consommation.

### L'exportation

Le commerce extérieur de l'Iran est entièrement déterminé par l'exportation du pétrole.<sup>107</sup> Malgré la diminution considérable des exportations pétrolières après la révolution, leur valeur atteint de 20 \$ milliards en 1983, grâce à l'augmentation des prix. Mais, avec la chute des prix du pétrole, les revenus pétroliers sont tombés à 6 \$ milliards en 1986, pour arriver à 10,7 \$ milliards en 1987. Contrairement à l'objectif fixé, la part du pétrole dans la valeur totale de l'exportation a augmenté pendant la Première République, fournissant plus de 95 % des devises étrangères.

Pendant la Première République, les exportations non pétrolières ont été très faibles.<sup>108</sup> La part des exportations non pétrolières varie de 1,5 à 12,8 % de la valeur totale des exportations. Pendant les années 1979-1985, la part de l'exportation non pétrolière est en moyenne de 3 %. La valeur de ces exportations a diminué de 25 % pendant cette période. Elles se sont redressées durant les années 1986-1988. C'est en 1987 que ce type d'exportation arrive à son point le plus haut, soit 1 161 \$ millions après la révolution. La chute des revenus pétroliers et la crise économique ne laissent pas d'autre choix au gouvernement que d'augmenter les exportations non pétrolières. Certaines initiatives comme l'instauration d'un taux de change préférentiel sont prises pour les promouvoir. Cependant, les termes de l'échange les défavorisent. Malgré l'augmentation du volume des exportations, leur valeur n'augmente pas pour autant parce qu'une partie importante de ces exportations est constituée de matières premières dont la cours est en baisse sur le marché global.

Les exportations non pétrolières se divisent en trois grandes catégories : 1) Les produits agricoles et traditionnels, 2) Les produits industriels ; et 3) les minéraux. Les produits traditionnels et agricoles constituent la part la plus importante des exportations. Ils comptent pour 70 % des exportations non pétrolières en 1976, 90 % en 1983, 80 % en 1985 et 85 % en 1986. Dans cette catégorie, les exportations de tapis représentent 28,5 % du total

---

<sup>107</sup> Kamran MOFID (1991), Mofid, "The Political Economy of Iran's Foreign Trade Since the Revolution: Ideals and Practice", in : Anoushiravan EHTESHARNI et Manshour VARASTEH (eds.) (1991), *Iran and the International Community*, London, Routledge, ch. 8.

<sup>108</sup> Hooshang AMIRAHMADI (1990), *op. cit.*, p. 225 - 228.

en 1973, de 30,3 % en 1978, de 27,9 % en 1983 et de 30,4 % en 1985.<sup>109</sup> Les pistaches et le caviar sont de la première catégorie. Les biens minéraux ne comptent que pour 2 % du total en 1976 et 3 % en 1987.<sup>110</sup>

La structure des exportations non pétrolières a changé au détriment des produits industriels. Selon les statistiques, l'exportation des produits manufacturés est la plus faible composante des exportations non pétrolières. Les statistiques officielles montrent une diminution importante de la part de l'exportation des produits industriels après la révolution islamique. Cette part était de 28 % en 1976, de 4 % en 1980/81, de 7,3 % en 1984, de 7,6 % en 1985 et de 12 % en 1986. Les composantes de cette catégorie sont le textile avec 35 % en 1973 et 45 % en 1981, les produits chimiques avec 15 % en 1974 et 27 % en 1979, mais qui a diminué radicalement après la révolution, les chaussures et autres.

Nous pouvons conclure qu'un changement important dans la structure des exportations non pétrolières s'est produit après la révolution. Les exportations de produits agricoles et traditionnels représentent la partie la plus importante parmi les exportations non pétrolières, alors que l'exportation de produits industriels et manufacturés est en chute libre.

### L'importation

Les importations, pendant les années 1980, dépendent de la disponibilité des devises étrangères et les fluctuations de la rente pétrolière entraînent directement celles des importations.<sup>111</sup> L'instabilité politique et la chute des recettes extérieures de l'État au début de la révolution sont responsables de la réduction massive des importations pendant les années 1979 et 1980. La valeur des importations a diminué 29 % en 1979. L'augmentation graduelle des importations commence en 1981 et arrive à son niveau le plus élevé en 1983. La valeur des importations a augmenté de 9,7 \$ milliards en 1979 à 21 \$ milliards en 1983. Cependant, les importations par habitant ont diminué de 700 \$ en 1978 à 520 \$ en 1983. La chute du prix du pétrole est suivie par celle des importations à partir de 1985. Les importations de biens en 1988 étaient à 8,17 \$ milliards soit 59 % du niveau d'importation de 1983.<sup>112</sup> Cette

<sup>109</sup> Fereshteh IMAMIAN (1987), "Saderat-e Qair-e Nafti, Shenakht-e Tanghnaha" [Exportations non pétrolières, identification des obstacles], *Ettelaat-e Siasi-Eqtesadi* 2, no. 2 (Aban 1366), p. 44-51; Saeid DADKHAH (1987), "Afzayesh-e Saderat-e Qair Nafti Va Zarorat-e Taqier-e Sakhtar-e Eqtesadi" [Augmentation des exportations non pétrolières et besoin de changement de structure économique], *Ettelaat-e Siasi-Eqtesadi* 1, no. 7 (Farvardin 1366), p. 26-30; Ebrahim RAZZAQI (1985), "Olgu- ye Tejarat-e Kharegi-ye Iran" [Modèle du commerce extérieur de l'Iran], *Ettelaat-e Siasi-Eqtesadi* 1, no. 9 (Khordad 1366), p. 4-9, 13.

<sup>110</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

<sup>111</sup> Kamran MOFID (1991), *op. cit.*; Sohrab BEHDAD (1994), *op. cit.*

<sup>112</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

fluctuation importante prive le gouvernement de l'opportunité de planifier à long terme. Plusieurs mesures sont prises pour contrôler le fléau des importations afin de diminuer le déficit commercial et la balance des paiements.<sup>113</sup> L'intervention du gouvernement comprend, entre autres, des restrictions quantitatives, des licenciements et des quotas.

### La diversification des partenaires

L'hostilité du monde extérieur après la révolution a obligé l'État islamique à diversifier ses partenaires commerciaux afin de minimiser les risques politiques et économiques. Les conflits constants avec les pays de l'Ouest et de la région amènent l'État à changer ses politiques de choix de partenaires commerciaux.<sup>114</sup> Incapable de diminuer la dépendance économique, il tente de distribuer géographiquement des sources de dépendance. Son premier critère dans le choix de ses partenaires est des considérations politiques.

Après la révolution, l'État tente de diminuer le commerce avec les pays de l'Ouest, particulièrement les États-Unis.<sup>115</sup> Par ailleurs, les sanctions commerciales et le gel des avoirs iraniens contribuent à accélérer cette tendance. En 1977, les Américains exportent pour 3,7 \$ milliards et importent pour 2,9 \$ milliards. Par contre en 1980, ils exportent seulement pour 23 \$ millions et importent pour 458 \$ millions, essentiellement du pétrole. Les exportations américaines atteignent 95 \$ millions en 1982 et à 200 \$ millions en 1983, alors que les importations de l'Iran s'élèvent à 1 \$ milliard en 1983.<sup>116</sup> Cependant, l'Iran a entretenu des relations commerciales importantes avec l'Europe. En 1985, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie s'inscrivent parmi les cinq premiers partenaires commerciaux de l'Iran. Le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande sont les partenaires préférés de l'Iran.<sup>117</sup> Nous voyons que les États-Unis ont pu être remplacés par d'autres pays.

La politique de diversification des partenaires commerciaux mise particulièrement sur l'expansion des relations avec les pays de l'Est et du Tiers-Monde. Cela vise à neutraliser l'embargo commercial de l'Ouest en se basant sur de nouveaux partenaires dans des blocs politiques différents. L'Iran a renforcé ses relations économiques et signé une série d'ententes bilatérales à long terme avec des pays de l'Est. En 1982, le pays a signé un protocole pour accélérer la coopération économique et technique avec l'URSS. Les

<sup>113</sup> Patrick CLAWSON (1988), *op. cit.*

<sup>114</sup> Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 140 – 174.

<sup>115</sup> Kamran MOFID (1987), *op. cit.*; Mofid, Kamran (1991), *op. cit.*

<sup>116</sup> Mehrdad VALIBEIGI (1988), *op. cit.*; *Statistiques de l'industrie pétrolière*, Paris, 1987.

<sup>117</sup> Jahangir AMUZEGAR (1993), *op. cit.*, p. 150-153.

importations venant du bloc de l'Est sont passées de 3 % en 1976 à 13,7 % en 1980 pour ensuite diminuer à 5,8 % en 1986. L'exportation non pétrolière de l'Iran vers ces pays a augmenté de 12,3 % en 1979 et à 29,5 % en 1984 pour ensuite diminuer à 7,3 % en 1986. L'Iran a développé des relations spéciales avec la Chine, le Brésil, et la Syrie. De nouveaux partenaires sont l'Argentine, le Brésil, le Canada et le Danemark. Les exportations iraniennes augmentent visiblement vers les nouveaux pays industrialisés comme la Corée du Sud, l'Argentine, le Brésil et la Thaïlande. La Turquie est devenue un partenaire important dans la région.

### La performance économique

La révolution islamique n'a pas changé la place du pays dans la division internationale du travail. Malgré les hauts et les bas d'exportation du pétrole, l'économie reste entièrement dépendante du pétrole et l'exportation pétrolière constitue, avec 90 % des revenus d'exportation, la seule source majeure de devises étrangères. Cependant, l'État a un contrôle très limité sur la production, l'exportation, et le prix de son pétrole.<sup>118</sup> Le choc pétrolier et les fluctuations du marché mettent le sort de l'économie à la merci des forces internationales. Comme toujours, la croissance économique et les cycles des variables macro-économiques suivent la croissance et la fluctuation des revenus pétroliers.<sup>119</sup> Une simple comparaison entre le cycle du PNB et la fluctuation des revenus pétroliers le démontre.<sup>120</sup> Cela signifie que l'économie pétrolière est un trait incontournable de l'économie iranienne et que l'État rentier est également un trait fondamental de l'État islamique. Cette constatation annonce l'échec de l'État islamique dans son programme pour changer la structure profonde de l'économie.

Après presque une décennie de l'application de la nouvelle stratégie, l'économie iranienne fait face à de multiples crises chroniques à la fin de la Première République. La crise la plus importante est la chute de la production qui a entraîné un déséquilibre constant des agrégats de la demande et de l'offre. Le déséquilibre entre les dépenses et les revenus de l'État a entraîné des déficits budgétaires grandissants tout au long de la période. Le taux de chômage élevé conjugué au taux d'inflation élevé également a créé une stagflation continue.

---

<sup>118</sup> Behzad YAGHMAIAN (1992), "Recent Developments in the Political Economy of Iran", in : Cyrus BINA and Hamid ZANGENEH (eds.) (1992), *Modern Capitalism and Islamic Ideology in Iran*, New York : St. Martin's Press.

<sup>119</sup> Patrick CLAWSON (1990), "Dossier Iran: la situation économique: prospective et politique", *Les Cahiers de l'Orient*, 3ème trimestre 1990., p. 59-70.

<sup>120</sup> Hooshang AMIRAHMADI (1990), *op. cit.*, p. 7-9; Sohrab BEHDAD (1994), "Production and Employment in Iran: Involution and De-industrialisation Thesis", in : Thierry COVILLE (ed.)(1994), *L'économie de l'Iran islamique, entre l'État et le marché*, Institut français de recherche en Iran, p. 85-111.

Dans le cas de l'Iran comme un pays pétrolier, le changement structurel de l'économie est le facteur le plus important dans l'évaluation de politiques économiques adoptées par l'État. Ce changement structurel doit viser à diminuer le rôle du pétrole comme la seule source de devises étrangères. Malgré les hauts et les bas d'exportation du pétrole, l'économie reste entièrement dépendante du pétrole et l'exportation pétrolière constitue, avec 90 % des revenus d'exportation, la seule source majeure de devises étrangères.<sup>121</sup> Pendant la Première République, les exportations non pétrolières ont été très faibles.<sup>122</sup> La part des exportations non pétrolières varie de 1,5 à 12,8 % de la valeur totale des exportations.<sup>123</sup> Pendant les années 1979-1985, la part de l'exportation non pétrolière est en moyenne de 3 %. La valeur de ces exportations a diminué de 25 % pendant cette période. Elles se sont redressées durant les années 1986-1988. C'est en 1987 que ce type d'exportation arrive à son point le plus haut, soit 1 161 \$ millions après la révolution. La chute des revenus pétroliers et la crise économique ne laissent pas d'autre choix au gouvernement que d'augmenter les exportations non pétrolières. La structure des exportations non pétrolières a changé au détriment des produits industriels. Selon les statistiques, l'exportation des produits manufacturés est la plus faible composante des exportations non pétrolières. Les statistiques officielles montrent une diminution importante de la part de l'exportation des produits industriels après la révolution islamique. Cette part était de 28 % en 1976, de 4 % en 1980/81, de 7,3 % en 1984, de 7,6 % en 1985 et de 12 % en 1986.<sup>124</sup> La place du pays dans la division internationale du travail n'a pas changé après la révolution islamique.

Comme toujours, la croissance économique et les cycles des variables macro-économiques suivent la croissance et la fluctuation des revenus pétroliers.<sup>125</sup> La production des biens et des services a considérablement diminué après la révolution. Pendant la Première République, le PIB est pratiquement en stagnation. Le PIB réel (au prix constant de 1997/98) a régressé de 219 187 milliards de rials en 1979/97 à 180 820 milliards de rials en 1988/89, le même que seize ans auparavant.<sup>126</sup> En 1989, le PIB est inférieur de 11 % par rapport à celui de 1977.<sup>127</sup> Entre 1979 et 1987, le PIB par habitant a diminué de 47 % (au prix de 1974), une diminution annuelle moyenne de 5,2 %. Le PIB par habitant est de 54

<sup>121</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

<sup>122</sup> Hooshang AMIRAHMADI (1990), *op. cit.*, p. 225 - 228.

<sup>123</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

<sup>124</sup> *Ibid.*

<sup>125</sup> Sohrab BEHDAD (1994), "Production and Employment in Iran: Involution and De-industrialisation Thesis", in : Thierry COVILLE (ed.) (1994), *L'économie de l'Iran islamique, entre l'État et le marché*, Institut français de recherche en Iran, p. 85-111; Patrick CLAWSON (1990), "Dossier Iran: la situation économique: prospective et politique", *Les Cahiers de l'Orient*, 3ème trimestre 1990., p. 59-70.

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> Bank Markazi Jomhuri ye Eslami ye Iran [Banque Centrale de l'Iran], *Hesabha ye Melli ye Iran 1338-1379* [Comptes nationaux de l'Iran, 1959-2000], Département de comptes nationaux, 2002.

000 rials (au prix de 1974), le même que vingt ans plutôt. Il s'agit d'une chute de 50 % par rapport au PIB par habitant en 1976. Il faut noter que le taux annuel moyen de croissance de la population est de 3,5 % entre 1979 et 1988.<sup>128</sup>

Malgré les problèmes économiques des années 1980, le secteur agricole a connu la performance la plus importante par rapport aux autres secteurs économiques.<sup>129</sup> Il a enregistré une croissance continue moyenne de 4,7 % par an pendant cette période.<sup>130</sup> La part de l'agriculture dans le PIB a également augmenté pendant ces années : elle est passée de 9,5 % en 1977/78 à 23,8 % en 1988/89, en partie à cause de la diminution globale du PIB mais aussi grâce à la croissance continue de la production agricole. La part de secteur industriel dans le PIB n'a pas beaucoup changé. Elle est de 19,4 % en 1977/78 et de 17,2 en 1988.<sup>131</sup> Même cette part du secteur dans le PIB est due au déclin du pétrole et non à l'augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie. Le taux de croissance moyen annuel du secteur est de 0,06 % pendant cette période comparé à 6,6 % entre 1976 et 1978.

Selon les sources officielles, le taux moyen annuel d'inflation est de 16,8 %. L'indice des prix du gros a augmenté à 25,1 % et au détail à 23,7 % en 1986. Ils ont augmenté 27,7 % et 29,7 % respectivement en 1987.<sup>132</sup> Toutes les statistiques confirment l'augmentation de taux de chômage pendant les années 1980.<sup>133</sup> Selon les sources officielles, le taux de chômage en 1979/80 est de 11 % et en 1988/89 est de 16 %.<sup>134</sup> Les forces du travail sont de 12,8 millions, dont 1,8 million de chômeurs. Selon les sources privées, le taux de chômage est de 28,6 % en 1986/87, soit 3,8 millions de chômeurs.<sup>135</sup>

<sup>128</sup> World Bank, *World Development Report*, 1979 et 1992, Washington: The World Bank, 1979 et 1992; *Human Development Report* 1992, New York: UNDP, 1992.

<sup>129</sup> A. MOJTAHED and H. ESFAHANI (1989), *op. cit.*

<sup>130</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

<sup>131</sup> Bank Markazi Jomhuri ye Eslami ye Iran [Banque Centrale de l'Iran], *Hesabha ye Melli ye Iran* 1338-1379 [Comptes Nationaux de l'Iran, 1959-2000], Département de comptes nationaux, 2002.

<sup>132</sup> Central Bank of Islamic Republic of Iran, *Economic Report and Balance Sheet*, 1979-1990.

<sup>133</sup> Gholam-Ali FARJADI (1998), "Le marché du travail, l'emploi et le chômage" [en persan], in : Masood NEILY (ed.) (1998), *L'économie de l'Iran*, Téhéran, Haut Institut de la Recherche sur la Planification et le Développement, p. 261-317; Ibrahim RAZZAQI (1988), *Eqtesad-e Iran* [L'économie de l'Iran] Téhéran: Nashr-e Nay.

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> The Economist Intelligence Unit, *Iran: Country Profile*, 1988-1989.

## CONCLUSION

Le changement des stratégies de développement après la révolution islamique en Iran peut s'expliquer par les changements et la transformation dans les institutions politiques, particulièrement l'État. L'interaction et la configuration particulière de quatre facteurs, l'État, la société civile, le système mondial et les idées, déterminent le choix et le changement des stratégies de développement. La révolution islamique a changé la structure politique de l'Iran en 1979. L'État a connu des bouleversements dans ses structures ainsi que dans ses relations avec la société civile et avec le système international. La continuité de l'État rentier, le factionnalisme, la multiplication des centres décisionnels et la désécularisation ou islamisation de toutes les institutions politiques, économiques et sociales sont des éléments importants de l'État islamique qui déterminent la trajectoire du développement politique et économique du pays. Pendant la Première République, l'atmosphère révolutionnaire, l'état de guerre, la prédominance des intellectuels radicaux dans la société et la position du leader de la révolution favorisèrent la domination de la faction radicale dans l'État et la société. Les relations internationales de l'État islamique sont principalement conditionnées par la révolution et la guerre. Cela a provoqué des relations conflictuelles entre l'Iran et la plupart des pays dans le monde et son isolement.

Conformément à la nature et aux caractéristiques particulières de l'État islamique et au contexte politique interne et externe, une nouvelle stratégie de développement est appliquée pendant la Première République. La stratégie du «socialisme islamique» est prescrite comme une stratégie alternative pour remédier à tous les problèmes sociaux économiques créés par l'ancienne stratégie de développement.

Premièrement, la nouvelle stratégie accorde une priorité à la justice sociale et à la redistribution de la richesse et des revenus plutôt qu'à la croissance rapide. L'État islamique a pour mission d'installer un système de bien-être économique selon les principes islamiques. La guerre et les conflits externes intensifient l'implication de l'État dans toutes les affaires économiques et sociales. Deuxièmement, la nouvelle stratégie vise à atteindre

l'objectif d'autosuffisance dans les domaines de la production agricole et industrielle. Menacé par multiples forces extérieures, l'État islamique tente de minimiser sa vulnérabilité face aux grandes puissances mondiales. L'intégration dans l'économie globale capitaliste est, selon l'État, la source du sous-développement du pays. La fermeture économique est donc prescrite et les politiques d'autocentrisme sont appliquées.

Ainsi, l'État est devenu un grand parrain qui doit intervenir dans toutes les affaires sociales et économiques. Comme producteur, il s'occupe d'un vaste réseau de compagnies publiques. Le processus de confiscation et de nationalisation a intensifié le rôle de l'État dans la production industrielle et agricole au détriment du secteur privé. Comme un distributeur, l'État dirige des centaines de centres de distribution des services et des produits afin d'assurer l'approvisionnement des biens fondamentaux à la population. Comme régulateur, il se transforme en une machine de contrôle pour toutes les activités économiques.

Après presque une décennie de l'application de la nouvelle stratégie, l'économie iranienne fait face à de multiples crises chroniques à la fin de la Première République. La crise la plus importante est la chute de la production, qui a entraîné un déséquilibre constant des agrégats de la demande et de l'offre. Le déséquilibre entre les dépenses et les recettes de l'État a laissé des déficits budgétaires grandissants tout au long de la période. Le taux de chômage important conjugué au taux d'inflation élevé a créé une stagflation continue. La plupart des objectifs de l'État comme la justice sociale et la redistribution équitable de la richesse sont loin d'être réalisés. L'autosuffisance dans le secteur agricole et évidemment dans l'industrie reste comme un slogan irréalisable. Cependant, malgré la guerre et l'embargo américain, le gouvernement a réussi à subvenir aux besoins essentiels de la population, malgré la chute des revenus pétroliers et le refus de recourir à l'emprunt extérieur.